NOTE D'INFORMATION
RELATIVE À L'OFFRE DE PARTS SOCIALES PAR STORM SC

Borsbeeksebrug 22 | 2600 Anvers | T +32 3 210 07 20 | info@storm.be | storm.be

Ce document est rédigé par Storm sc.

CE DOCUMENT N'EST PAS UN PROSPECTUS ET N'A PAS ÉTÉ VÉRIFIÉ OU APPROUVÉ PAR L'AUTORITÉ DES SERVICES ET MARCHÉS FINANCIERS.

Date de cette note d'information: 27 mars 2023.

Cette note d'information annule et remplace la note d'information de Storm SC du 15 novembre 2021.

AVERTISSEMENT: L'INVESTISSEUR COURT LE RISQUE DE PERDRE TOUT OU PARTIE DE SON INVESTISSEMENT ET/OU DE NE PAS OBTENIR LE RENDEMENT ATTENDU.

LES INSTRUMENTS DE PLACEMENT NE SONT PAS COTÉS : L'INVESTISSEUR COURT LERISQUE D'ÉPROUVER DE GRANDES DIFFICULTÉS À VENDRE SA POSITION À UN TIERSAU CAS OÙ IL LE SOUHAITERAIT.

PARTIE I

PRINCIPAUX RISQUES INHÉRENTS À L'ÉMETTEUR ET AUX INSTRUMENTS DE PLACEMENT OFFERTS, SPÉCIFIQUES À L'OFFRE CONCERNÉE

Investir dans les parts sociales offertes comporte des risques. Avant de décider de souscrire à ces parts sociales, les investisseurs potentiels doivent lire et prendre en considération les facteurs de risque suivants. L'ordre dans lequel les risques sont présentés ne reflète pas nécessairement la probabilité de leur réalisation, ni l'ampleur de leur impact possible sur Storm SC ou sur la valeur des parts sociales. Tout investisseur potentiel doit également savoir que les risques décrits ci-après ne sont pas les seuls auxquels Storm SC est exposée. Les risques et incertitudes qui ne sont pas actuellement connus par Storm SC ou que Storm SC estime actuellement comme peu importants peuvent également avoir dans l'avenir une incidence défavorable sur Storm SC ou sur la valeur des parts sociales.

Storm SC n'exploite pas elle-même de parcs éoliens, mais investit presque tous ses apports collectés dans des prêts subordonnés accordés à des sociétés opérationnelles du groupe Storm.

Storm SC n'est pas elle-même une société opérationnelle active dans le secteur de l'énergie éolienne. Storm SC tirera l'intégralité de ses revenus du rendement des prêts subordonnés accordés à des sociétés opérationnelles actives dans ce secteur.

Le risque lié à ses activités de financement réside dans le fait que les sociétés opérationnelles ne soient pas en mesure de rembourser le prêt qui leur a été accordé ou qu'elles ne soient pas en mesure de payer les intérêts contractuellement convenus. S'agissant d'emprunts subordonnés, en cas de faillite ou de liquidation d'une société opérationnelle, Storm SC, en tant que créancier, viendra après les créanciers privilégiés et ordinaires et n'aura priorité que sur les actionnaires de la société opérationnelle.

En outre, Storm SC disposera d'une grande flexibilité et d'une grande liberté dans l'allocation et l'utilisation des apports collectés. Selon les décisions d'investissement prises, l'impact sur la situation financière de Storm SC peut être profitable ou décevant. Le conseil d'administration de Storm SC déterminera de manière indépendante et discrétionnaire, sans que l'approbation des associés ne soit requise, les montants et le calendrier des dépenses effectives de Storm SC. Ceux-ci dépendront de divers facteurs, y compris le montant des apports pouvant être collectés dans l'offre, l'état de développement des projets et le potentiel de croissance de Storm SC.

Le risque est concentré dans les parcs éoliens contrôlés par le groupe Storm. Les activités de Storm SC ne sont pas diversifiées.

Les entreprises bénéficiaires du prêt subordonné ont toutes les mêmes activités (construction et exploitation d'un parc éolien) et sont toutes opérationnelles dans le même secteur (énergie éolienne terrestre). Ils sont actifs en Belgique (Flandre et Wallonie), de sorte qu'il convient de noter que les deux régions connaissent une situation politique et économique différente à divers niveaux ainsi qu'une réglementation qui peut différer sur certains points. Elles sont généralement toutes contrôlées par Storm Holding SA, Storm Holding 2 SA, Storm Holding 3 SA, Storm Holding 5 NV, par une société contrôlée par un ou plusieurs des actionnaires actuels de Storm Holding SA, Storm Holding 2 SA, Storm Holding 3 SA ou de Storm Holding 5 SA, ou par des sociétés qui leur sont liées. La gestion quotidienne de chaque société opérationnelle est assurée par Storm Management SA.

Si un problème se pose en rapport avec ces activités, secteurs, régions, réglementations, actionnaires ou dirigeants, il est probable que ce problème se posera simultanément pour la totalité ou une grande partie des sociétés opérationnelles auxquelles Storm SC a accordé un prêt subordonné. Dans ce cas, l'impact sur Storm SC sera plus important que dans l'hypothèse où les activités de Storm SC seraient plus diversifiées.

Storm SC dépend de la performance des sociétés opérationnelles auxquelles elle accorde des prêts subordonnés.

En cas de problèmes financiers dans le chef d'une société opérationnelle à laquelle Storm SC a accordé un prêt subordonné, il est possible que les intérêts ou le capital du prêt subordonné ne soient pas remboursés ou soient remboursés en partie et/ou à terme échu. Ceci peut avoir un impact sur la liquidité et/ou la solvabilité de Storm SC. Il est possible que le dividende annuel de Storm SC aux associés doive être réduit en conséquence ou qu'aucun dividende ne puisse être versé. En outre, il existe un risque que Storm SC ne soit pas en mesure de rembourser les apports de tous les associés.

Des problèmes financiers dans les sociétés opérationnelles peuvent survenir pour diverses raisons. Parmi les risques auxquels les sociétés opérationnelles (et donc indirectement Storm SC) sont exposées figurent, par exemple, une réduction de l'approvisionnement en énergie éolienne, des catastrophes naturelles telles que des inondations, des tremblements de terre ou d'autres phénomènes naturels, une modification de la réglementation applicable à l'exploitation d'un parc éolien, des fluctuations importantes des prix du marché de l'électricité et des produits connexes comme les certificats verts, une interruption du réseau électrique et une réduction de la demande en électricité, notamment en électricité générée par les turbines éoliennes.

Bien que les sociétés opérationnelles aient pris certaines mesures pour contrôler ces risques (telles que des études préliminaires sur l'énergie éolienne, des assurances et la "fixation" des prix de vente de

l'énergie et des produits connexes pendant une certaine période), ces risques ne peuvent jamais être totalement exclus.

Les sociétés opérationnelles maximisent leur taux d'endettement.

Les sociétés opérationnelles s'efforcent d'obtenir un financement maximal du parc éolien par des moyens externes (financement bancaire et prêt subordonné accordé par Storm SC) plutôt que par des moyens propres (capital et prêts subordonnés des actionnaires des sociétés opérationnelles). À mesure que le financement par la dette augmente, le risque augmente que la société opérationnelle ne soit pas en mesure de respecter ses obligations de paiement aux termes du financement par la dette si les résultats sont décevants.

Les investisseurs sont exposés au risque de Storm SC dans son ensemble et de tous les prêts subordonnés déjà accordés et qui seront accordés à l'avenir par Storm SC.

Bien que l'offre de parts sociales sera généralement ouverte pour financer (le parc éolien d')une société opérationnelle donnée (voir Partie II, B, 1° ci-après), le risque des parts sociales offertes ne se limite pas à cette société opérationnelle particulière. Les associés de Storm SC sont exposés au

risque d'entreprise total de Storm SC, y compris tous les prêts subordonnés qui ont déjà été accordés et qui seront accordés à l'avenir par Storm SC.

Les parts sociales offertes appartiennent à la même classe et ont les mêmes droits que les parts sociales déjà émises dans le passé (à l'exception des parts sociales de classe A émises à Storm Management SA et ses sociétés liées). Toutes les parts sociales de Storm SC partagent la même garantie, c'est-à-dire tous les prêts subordonnés qui ont déjà été accordés et qui seront accordés, et toutes les parts sociales ont un droit égal à tout dividende ou au solde de liquidation.

Il est possible que Storm SC ne dispose pas de liquidités suffisantes pour payer la valeur des parts sociales des associés qui souhaitent démissionner.

Storm SC utilise l'intégralité du produit des émissions d'actions (après déduction des frais) pour accorder des prêts subordonnés à des sociétés opérationnelles (et le cas échéant, en partie, pour le paiement de parts de retrait dans le cadre d'une procédure de démission). Ces emprunts subordonnés ont une durée fixe comprise entre dix et vingt ans. En principe, Storm SC n'a pas le droit d'exiger le remboursement anticipé du prêt subordonné (sauf en cas de défaillance de la société d'exploitation, à condition que le financement bancaire ait déjà été remboursé). Si les prêts subordonnés sont remboursés par anticipation ou à l'échéance, Storm SC peut également utiliser le capital remboursé pour accorder de nouveaux prêts subordonnés.

Storm SC dispose donc, en principe, d'une liquidité très limitée. Si un associé souhaite se retirer, il existe de fortes chances que Storm SC n'ait pas de liquidités disponibles ou qu'elle ne puisse rendre de liquidités rapidement disponibles pour payer la valeur de ses parts sociales à l'associé sortant. Il est donc possible que les associés sortants doivent attendre longtemps avant d'obtenir le paiement de la valeur de leurs parts sociales.

Le rendement n'est pas garanti et ne peut jamais dépasser le rendement maximal des coopératives agrées (actuellement 6% par an). Le rendement peut être négatif.

Le "retour sur investissement" de ces parts sociales se fait sous forme de dividende lorsque l'assemblée générale des associés de Storm SC en décide ainsi. Le montant du dividende est fixé annuellement par l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, dans les limites fixées par la réglementation des coopératives agréées. Conformément à cette réglementation, le dividende annuel peut s'élever actuellement à un maximum de 6%. Ce pourcentage maximum peut changer à l'avenir.

Les parts sociales ne donnent droit à aucune réserve ou plus-value. L'actionnaire qui démissionne, qui est exclu ou qui retire partiellement ses actions a droit au maximum à l'apport effectivement versé et non encore remboursé de ses actions, ou moins, si la valeur comptable des capitaux propres par action (sur la base du bilan approuvé de l'exercice en cours) est inférieure à son apport effectivement versé et non encore remboursé. Les actionnaires n'ont pas droit à d'éventuelles réserves. Le remboursement est toujours effectué après déduction des impôts auxquels le remboursement peut donner lieu.

En cas de dissolution ou de liquidation de Storm SC, les associés ne recouvreront leur apport versé qu'après règlement du passif social et dans la mesure où il reste un solde à distribuer. Il est possible que le capital investi ne soit que partiellement ou pas du tout récupéré par l'associé.

La liquidité des parts sociales est limitée par l'absence de liquidité du marché public et les limitations statutaires de transfert.

Les parts sociales ne sont pas cotées et ne seront pas cotées sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation (Multilateral Trading Facility ou MTF). Si un associé souhaite vendre ses parts sociales, il se peut qu'il ne trouve pas d'acquéreur pour ses parts sociales. En outre, la possibilité de transférer ou de retirer partiellement des parts sociales est limitée par les statuts.

Il existe des limitations au transfert ou à la démission d'actions de classe B

- Conformément aux statuts, la cession d'actions de classe B ou le retrait relatif à des actions de classe B sont uniquement possibles sous les conditions suivantes :

- la cession d'actions à un candidat cessionnaire désigné par le candidat cédant est uniquement possible au plus tôt à la fin de la cinquième année suivant l'acquisition des actions par le candidat cessionnaire et peut avoir lieu à tout moment quelconque pendant l'exercice social, sauf décision contraire du collège d'administrateurs.

- la cession d'actions entre (i) les conjoints et partenaires cohabitants légaux et (ii) les membres de la famille (parents et alliés en ligne directe (jusqu'au deuxième degré) et en ligne collatérale (jusqu'au premier degré) est possible à tout moment, sauf décision contraire du collège d'administrateurs ;

- la démission à charge du patrimoine social est uniquement possible au plus tôt à la fin de la cinquième année suivant l'acquisition des actions par l'associé concerné et ce dans la mesure où (i) l'associé concerné en a fait la demande à la société pendant les six premiers mois de l'exercice social, et (ii) un certain nombre de nouvelles actions correspondantes peuvent être libérées préalablement pendant une émission d'actions qui n'est pas nécessairement exclusivement organisée en vue de financer un nouveau projet ou un projet existant pour lequel la société a été sollicitée ;

- la démission à charge du patrimoine social sans qu'un nombre d'actions correspondantes doivent pouvoir être libérées préalablement est uniquement possible au plus tôt à la fin de la dixième année suivant l'acquisition des actions par l'associé concerné et, dans ce cas, uniquement dans la mesure où l'associé concerné en a fait la demande à la société pendant les six premiers mois de l'exercice social ;

- la démission à charge du patrimoine social est possible à tout moment sur demande du collège d'administrateurs de la société qui dispose de la possibilité de demander à un ou plusieurs associés de démissionner de la société à concurrence d'une partie ou de l'intégralité de leurs actions, et ce indépendamment de la période de l'exercice social et sans qu'une période de détention minimum s'applique à l'associé ou aux associés concerné(s).

- la cession ou la démission envisagée doit être approuvée par le collège d'administrateurs qui peut refuser ou retarder la cession ou la démission (à titre d'exemple, si la démission ou la cession pourrait entraîner la société dans des problèmes de liquidité), à condition que le refus ou le report soit motivé.

– la cession ou la démission envisagée ne peut pas avoir pour effet de réduire l'actif net jusqu'à un montant inférieur au montant repris sur le compte de capitaux propres statutairement indisponible de la société ou de réduire le nombre d'actionnaires à moins de trois.

Un actionnaire qui démissionne (en tout ou en partie) a droit à une part de retrait. Cette part de retrait est définitivement déterminable et exigible après approbation par l'Assemblée Générale du bilan de l'exercice social au cours duquel la démission a été demandée. Le collège d'administrateurs de Storm SC peut toutefois décider d'effectuer le remboursement plus tôt à titre d'avance (recouvrable si nécessaire).

Les parts sociales ne bénéficient pas d'un système de garantie des dépôts.

Les parts sociales de classe B ne sont pas éligibles à la garantie du Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers prévue par la loi du 17 décembre 1998 portant création d'un Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers et réorganisant les systèmes de protection des dépôts et des instruments financiers. Les associés ne pourraient donc pas avoir recours à ce fonds en cas d'insolvabilité de Storm SC.

Le statut réglementaire ou fiscal de Storm SC peut changer.

Il est possible que Storm SC subisse les conséquences d'une éventuelle réglementation plus stricte ou modifiée des coopératives à l'avenir. Par exemple, les initiatives relatives au statut de la société coopérative agréée, y compris le statut fiscal de Storm SC elle-même ou des parts sociales émises par elle, peuvent affecter le fonctionnement de Storm SC et l'attrait de la situation des coopératives. Des modifications générales de la législation fiscale peuvent également avoir un impact sur le rendement des associés de Storm SC.

Le régime fiscal applicable aux parts sociales, à Storm SC et/ou à l'investisseur peut avoir un impact sur le rendement.

Les revenus de dividendes afférents aux actions sont en principe soumis à un précompte mobilier de 30 % s'ils se rapportent à l'exercice social de l'adhésion ou proviennent de la répartition bénéficiaire du premier exercice social suivant celui de l'apport. Le précompte mobilier diminue à 20 % et à 15 % pour les dividendes accordés à partir de la répartition bénéficiaire du deuxième et du troisième exercice social suivant celui de l'apport. Voir la Partie V de la présente note d'information pour de plus amples renseignements sur le traitement fiscal des parts sociales offertes. La situation individuelle de l'investisseur peut avoir une incidence sur le traitement fiscal de chaque investisseur. Des modifications futures du régime fiscal applicable aux parts sociales offertes, à Storm SC ou à l'investisseur individuel, avec ou sans effet rétroactif, peuvent avoir une incidence sur le rendement. Chaque associé est responsable des pertes ou des rendements réduits résultant du régime fiscal applicable aux parts sociales offertes, à Storm SC ou à l'investisseur individuel, ou de toute modification de ceux-ci. Storm SC ne donne aucune garantie à cet égard.

PARTIE II
INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR ET L'OFFRANT DES INSTRUMENTS DE PLACEMENT

A Identité de l'émetteur

1° Siège, forme juridique, numéro d'entreprise ou numéro équivalent, pays d'origine et, le cas échéant, adresse web de l'émetteur

Storm SC est une société coopérative (SC) dont le siège est établi Borsbeeksebrug 22 à 2600 Anvers, Belgique. Son numéro d'entreprise est 0535.792.564 (RPM Anvers, division Anvers) et son adresse web est http://www.storm.be.

2° Description des activités de l'émetteur

Storm SC a pour objectif de lever des capitaux coopératifs auprès de particuliers, en particulier en vue de les investir dans des sociétés opérationnelles, chacune d'entre elles étant spécifiquement constituée au sein du groupe Storm pour la construction et l'exploitation d'un parc éolien particulier en Belgique. Storm SC veut à cet égard impliquer un maximum de résidents des parcs éoliens exploités par ces sociétés opérationnelles, qui peuvent faire un apport bien déterminé et limité et qui sont impliqués dans les futures prestations de services fournies par la coopération.

3° Dans la mesure où ces informations sont connues de l'émetteur ou de la personne qui sollicite l'admission à la négociation, identité des personnes détenant plus de 5 %[1] du capital de l'émetteur et le montant (exprimé en pourcentage du capital) des participations en leur possession

Aucune personne ne détient plus de 5% du capital de l'émetteur.

4° Concernant les opérations conclues entre l'émetteur et les personnes visées au point 3° et/ou des personnes liées autres que des actionnaires, pour les deux derniers exercices et de l'exercice en cours :

- la nature et le montant de toutes les opérations concernées qui – considérées isolément ou dans leur ensemble – sont importantes pour l'émetteur. Lorsque les transactions n'ont pas été conclues aux conditions du marché, une explication doit être fournie. Dans le cas de prêts en cours, y compris des garanties de tout type, le montant de l'encours est indiqué ;

- le montant ou le pourcentage pour lequel les opérations concernées entrent dans le chiffre d'affaires de l'émetteur, ou une déclaration négative appropriée.

[1] Suite à l'entrée en vigueur du Code belge des sociétés et des associations, plusieurs notions auxquels il est fait référence dans l'arrêté royal du 23 septembre 2018 relatif à la publication d'une note d'information en cas d'offre au public ne sont plus applicables à une société coopérative telle que Storm SC. Les références à « capital » et « valeur nominale » seront dès lors comprises dans cette note d'information comme des références au total des apports collectés (ou au nombre total d'actions émises) et à la valeur spécifique d'un apport (ou d' une action spécifique).

Au cas où les sociétés de projet doivent être considérées comme des "parties liées" de Storm SC, un aperçu des prêts subordonnés (ainsi que l'encours) accordés à la société opérationnelle respective des parcs éoliens suivants de Storm est donné ci-dessous:

Projet	EUR	Projet	EUR
Wielsbeke	620.000,00	Meer	394.000,00
Zoersel	258.000	Dilsen	144.750,00
Maasmechelen	227.750,00	Lokeren	500.000,00
Westerlo	423.750,00	Gent 1	810.250,00
Geel	435.375,00	Minderhout	500.000,00
Desselgem	624.500,00	Zandvliet	334.625,00
Gent 2	769.625,00	Melsele	550.000,00
Pelt	353.750,00	Retie	369.625
Pelt 2	78.000	Meer 2	181.250
Gent 3	1.438.500	Geraardsbergen	623.500
Montant total:			**9.637.250,00**

Lorsque Storm SC accorde un prêt subordonné à une société opérationnelle, celle-ci verse une commission unique à Storm SC. Ces transactions sont en ligne avec le marché.

Le montant total des rémunérations uniques susmentionnées s'est élevé à 75.000 EUR au cours de l'exercice 2020, 50.000 EUR au cours de l'exercice 2021, 25.000 EUR au cours de l'exercice 2022 et NIHIL au cours de l'exercice en cours jusqu'à la date de la présente note d'information.

5° Identité des membres de l'organe d'administration de l'émetteur (indication des représentants permanents dans le cas des administrateurs ou des gérants qui sont des personnes morales), des membres du comité exécutif et des membres des organes chargés de la gestion journalière

Les membres du conseil d'administration sont Jan CAERTS (président), Kristof MOENS, Reginald DEOLET, Bruno DEBRABANDERE et Ivan VAN DEN BERGH.

Conformément aux dispositions applicables à une société coopérative, l'émetteur n'a pas constitué de comité de direction.

Jan CAERTS a été nommé comme administrateur délégué chargé de la gestion journalière.

6° Concernant l'intégralité du dernier exercice, le montant global de la rémunération des personnes visées au point 5°, de même que le montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions ou d'autres avantages, ou une déclaration négative appropriée

Les mandats des administrateurs sont exercés à titre gratuit.

7° Concernant les personnes visées au 4°, mention de toute condamnation visée à l'article 20 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, ou une déclaration négative appropriée

Les personnes visées au 4° n'ont pas fait l'objet d'une condamnation visée à l'article 20 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétésde bourse.

8° Description des conflits d'intérêts entre l'émetteur et les personnes visées au 3° et 5°, ou avecd'autres parties liées, ou une déclaration négative appropriée

Storm Group SA exerce un contrôle indirect sur Storm SC par l'intermédiaire de Storm Management SA (qui a le droit statutaire de nommer la majorité des administrateurs). Storm Group SA prend également indirectement des participations minoritaires dans le capital et les prêts d'actionnaires accordés aux sociétés opérationnelles auxquelles Storm SC accorde un prêt subordonné.

9° Identité du commissaire

La SRL Finvision Antwerpen, dont le siège est établi Potvlietlaan 4, à 2600 Anvers, dont le représentant permanent est Karel NIJS.

B Informations financières concernant l'émetteur

1° Les comptes annuels des deux exercices inclus en annexe (voir ci-après) ont été contrôlés conformément à l'article 13, §1 de la loi du 11 juillet 2018.

2° L'émetteur est d'avis que le fonds de roulement disponible est suffisant pour répondre à ses besoins pour les douze prochains mois.

3° État des capitaux propres et de l'endettement (précisant les dettes garanties et non garanties et les créances garanties par une sûreté ou non) au 31 décembre 2022:

Capitaux propres: 10 639 447,07 EUR (avant la distribution de dividendes)

Charge de la dette: 0 EUR

La charge de la dette comprend également les passifs indirects et éventuels. La dette se réfère exclusivement aux dettes financières.

4° Après la clôture du dernier exercice auquel se rapportent les comptes annuels visés au point 1° ci-dessus, la situation financière ou commerciale de l'émetteur a subi les changements significatifs suivants:

Aucun

C Uniquement si l'offrant et l'émetteur sont des personnes différentes : identité de l'offrant

Non applicable, l'offrant et l'émetteur sont les mêmes personnes.

D Uniquement lorsque les instruments de placement offerts ont un actif sous-jacent : description de l'actif sous-jacent

Non applicable, les instruments de placement offerts n'ont pas d'actif sous-jacent.

PARTIE III
INFORMATIONS SUR L'OFFRE D'INTRUMENTS DE PLACEMENT

A Description de l'offre

1° Montant maximum pour lequel l'offre est faite

5.000.000 EUR.

2° Conditions de l'offre

(a) Système d'émission continue

La présente note d'information concerne une offre continue de parts sociales de Storm SC durant une période de 12 mois à partir du 27 mars 2023 jusqu'au 27 mars 2024, pour un montant total maximum de 5.000.000 EUR (étant le montant maximum légal pouvant être offert au moyen d'une note d'information, sans approbation et publication préalables d'un prospectus).

Durant cette période, le conseil d'administration de Storm SC peut décider une ou plusieurs fois d'ouvrir une offre. Le conseil d'administration déterminera donc à chaque fois (i) pour quelle sous-période l'offre sera ouverte, (ii) le montant maximum de parts sociales qui seront offertes durant la sous-période (sous réserve du point 1° ci-avant), (iii) quelles catégories de personnes peuvent souscrire à l'offre, et (iv) toute autre condition ou modalité de l'offre durant cette sous-période. Le conseil d'administration publiera ces informations dans un supplément à la présente note d'information.

Cette offre ne peut être souscrite en dehors des périodes et conditions fixées par le conseil d'administration de Storm SC.

(b) Conditions et caractéristiques applicables à toutes les offres

Une souscription ne peut pas être révoquée. Une souscription n'est définitive que lorsqu'elle a été acceptée par le conseil d'administration de Storm SC. Le conseil d'administration a le droit d'accepter ou de refuser des associés, sans aucun recours.

Chaque investisseur doit souscrire au moins 1 part sociale de 125 EUR et au maximum 24 parts sociales (3.000 EUR). Si un investisseur a déjà acquis des parts sociales de Storm SC lors d'émissions précédentes ou autrement, il peut détenir au total un maximum de 24 parts sociales de Storm SC, sauf décision contraire du conseil d'administration.

Lorsque le montant des souscriptions au cours d'une période donnée pendant laquelle l'offre est ouverte excède le montant maximum pour cette période (tel que déterminé par le conseil d'administration et publié dans un supplément à la présente note d'information), le conseil d'administration peut augmenter le montant maximum pour cette période (à condition que le montant maximum global prévu au point A, 1° ci-avant soit respecté). Le conseil d'administration peut également décider d'attribuer les parts sociales offertes sur la base d'un système de réduction proportionnelle des souscriptions.

3° Prix total des instruments de placement offerts

Chaque action est émise contre un apport de 125 EUR.

4° Calendrier de l'offre

L'offre continue est valable pour une période de 12 mois et sera ouverte de temps à autre pour les périodes déterminées par le conseil d'administration comme décrit au point 2° ci-avant. La date d'émission des parts sociales offertes pendant une certaine période sera également déterminée par le conseil d'administration et annoncée dans un supplément à la présente note d'information.

Storm SC se réserve le droit, à tout moment pendant la période d'ouverture de la période d'offre, de suspendre, d'interrompre ou d'annuler la période d'offre par décision du conseil d'administration, sans indication de motif. En cas d'annulation d'une période d'offre, Storm SC remboursera au soumissionnaire concerné tous les paiements déjà effectués par un soumissionnaire dans le cadre de l'offre annulée, sans aucun intérêt ou autre compensation pour les frais ou tout dommage.

5° Coûts à la charge de l'investisseur

Il n'y a pas de frais d'entrée ou de sortie pour les investisseurs.

B Raisons de l'offre

1° Description de l'utilisation prévue des montants perçus

Storm SC utilisera les montants perçus pour la réalisation de son objet, tel que défini dans ses statuts et résumé dans la Partie II, A, 2° ci-avant.

En particulier, Storm SC utilisera en premier lieu les montants perçus pour accorder des prêts subordonnés à des sociétés opérationnelles de Storm qui construisent et/ou exploitent des parcs éoliens. Storm SC peut également utiliser les montants perçus pour (re)financer la valeur des parts sociales que Storm SC verse aux associés sortants (sans aucune obligation ou garantie de la part de Storm SC).

Lorsque le conseil d'administration ouvre l'offre (voir point A, 2°, (a) ci-avant), il peut, en supplément de la présente note d'information, préciser l'utilisation prévue des parts sociales offertes à ce moment.

2° Détails du financement de l'investissement ou du projet que l'offre a pour objet de réaliser

Sauf indication contraire dans un supplément à la présente note d'information, l'utilisation prévue des montants perçus sera entièrement financée par le produit des parts sociales offertes. Storm SC n'a pas d'autres sources de financement.

La construction et l'exploitation des parcs éoliens construits par les sociétés opérationnelles auxquelles Storm SC accorde des prêts subordonnés sont en principe toujours financées par une combinaison d'un crédit bancaire (garanti par diverses sûretés, dont une hypothèque et un privilège sur les comptes et créances bancaires), du prêt subordonné de Storm SC et du capital social. Le capital social des sociétés opérationnelles peut être partiellement mis à disposition au moyen d'un prêt subordonné. Dans ce cas, l'emprunt subordonné de Storm SC aura priorité sur l'emprunt subordonné des associés.

3° Le cas échéant, les autres sources de financement pour la réalisation de l'investissement ou du projet proposé

Voir point 2° ci-avant.

PARTIE IV
INFORMATIONS SUR LES INSTRUMENTS DE PLACEMENT OFFERTS

A Caractéristiques des instruments de placement offerts

1° Nature et classe des instruments de placement

Les instruments de placement offerts sont des parts sociales de classe B de Storm SC.

Les parts sociales sont nominatives et sont inscrites au registre des parts sociales. Les parts sociales sont soumises aux statuts de Storm SC. Les statuts de Storm SC peuvent être consultés sur le site web de Storm: www.storm.be.

2° Monnaie, nom et, le cas échéant, valeur nominale

Chaque action est émise contre un apport de 125 EUR.

Elles sont appelées "parts sociales ou actions de classe B".

3° Date d'expiration et, le cas échéant, modalités de remboursement

En principe, la durée des parts sociales offertes est illimitée. Elles continueront en principe d'exister aussi longtemps que la société existera. La société est constituée pour une durée illimitée, mais peut être dissoute et liquidée par décision de l'assemblée générale de Storm SC (sous réserve du respect de la procédure des "décisions clés" décrite au point 10° ci- après).

Voir également le point 5° ci-après et la Partie I ci-avant en ce qui concerne les possibilités de transfert de parts sociales et de retrait.

4° Niveau des instruments de placement dans la structure du capital de l'émetteur en cas d'insolvabilité

Les parts sociales offertes ont le rang le plus bas dans la structure financier de l'émetteur en cas d'insolvabilité. En cas de dissolution ou de liquidation de Storm SC, les associés n'auront droit au solde de liquidation qu'après règlement du passif de la société et dans la mesure où il reste un solde à distribuer. Le solde de liquidation peut être inférieur au capital investi par l'associé.

Toutes les parts sociales A et toutes les parts sociales B ont le même rang ("pari passu").

5° Limitations éventuelles au libre transfert des instruments de placement

Le transfert des parts sociales et le retrait de Storm SC sont soumis à des limitations. De plus, le conseil d'administration doit approuver le transfert/le retrait proposé. Ces limitations ont été examinées plus en détail à la Partie I.

6° Le cas échéant, taux d'intérêt annuel

Non applicable.

7° *Le cas échéant, politique de dividendes*

Storm SC s'attend à être en mesure de verser un dividende annuel futur de minimum 4% et de maximum 6% - le maximum fixé par le Conseil national de la Coopération - sous réserve d'une décision à cet effet de l'Assemblée Générale.

Le dividende est exprimé dans un pourcentage de l'apport par action (à savoir 125 EUR).

Le paiement des dividendes ne peut se faire qu'en respectant :

- les règles légales et statutaires relatives aux distributions (à savoir, à condition que l'actif net de la société soit négatif ou deviendrait négatif suite à la distribution et que la décision de distribution prise par l'assemblée générale ne produise ses effets qu'après que le Conseil d'Administration ait constaté qu'à la suite de la distribution, la société pourra, en fonction des développements auxquels on peut raisonnablement s'attendre, continuer à s'acquitter de ses dettes au fur et à mesure de leur échéance pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date de la distribution.) ; et

- le taux d'intérêt maximal fixé par l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrément des groupements de sociétés coopératives et des sociétés coopératives par le Conseil national de la Coopération, soit 6% à la date du présent document d'information.

Si un associé est accepté au cours de l'exercice en cours, le dividende sera distribué pro rata temporis
à compter du paiement de son apport. En cas de retrait d'un associé au cours de l'exercice en cours, le dividende sera distribué pro rata temporis jusqu'au retrait.

8° *Dates de paiement des intérêts ou du dividende*

Chaque assemblée générale ordinaire (annuelle) décide de la distribution d'un dividende. Les dividendes sont mis en paiement à la date et selon les modalités fixées par le conseil d'administration ou l'assemblée générale.

La société émettrice peut également décider de verser un acompte sur dividende ou un dividende intercalaire.

9° *Le cas échéant, négociation des instruments de placement sur un MTF et code ISIN*

Non applicable, les parts sociales offertes ne sont pas négociées sur un système multilatéral de négociation (Multilateral Trading Facility ou MTF).

10° *Droits de vote attachés aux parts sociales offertes*

Chaque part sociale offerte (de classe B) donne droit à une voix à l'assemblée générale des associés de Storm SC. Les parts sociales de classe A (qui ne sont pas offertes et qui sont détenues par Storm Management SA et sociétés liées) donnent droit à 8 voix à l'assemblée générale.

Aucun membre ne peut voter, pour lui-même ou en qualité de mandataire, pour plus d'un dixième de la somme des voix présentes ou représentées à l'assemblée générale.

Certaines décisions dites "clés" (telles qu'elles figurent dans les statuts de Storm SC) ne sont adoptées que si elles ont obtenu l'approbation de la moitié plus une voix du total des voix

exprimées et de la moitié plus une voix des voix exprimées au sein des parts sociales A présentes ou représentées.

B Droits de présentation

Tant que Storm Management SA ou l'une de ses sociétés liées est associée A, elle peut présenter des candidats pour l'exercice de trois mandats d'administrateur au maximum (ensemble les Administrateurs A). Le président est élu parmi les administrateurs A et dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des voix.

La majorité des associés B présents ou représentés à l'assemblée générale a le droit de présenter des candidats pour pourvoir au maximum deux mandats d'administrateur (les Administrateurs B).

Certaines "décisions clés" requièrent toujours le consentement de la majorité des Administrateurs A présents ou représentés.

C Uniquement dans le cas où une garantie est accordée par un tiers en relation avec les instruments de placement : description du garant et de la garantie

Non applicable, aucune garantie n'est donnée sur les parts sociales offertes.

D Le cas échéant, les informations complémentaires fournies par le marché sur lequel les instruments de placement sont autorisés

Non applicable, les parts sociales offertes ne sont pas admises sur un marché.

PARTIE V
TOUTE AUTRE INFORMATION IMPORTANTE FOURNIE ORALEMENT OU PAR ÉCRIT À UN OU PLUSIEURS INVESTISSEURS

A Informations spécifiques

Lors de l'ouverture de l'offre en vue de l'octroi d'un prêt subordonné à une société opérationnelle, Storm SC organise généralement une réunion d'information pour le public cible de l'offre. Lors de cette réunion, une présentation est habituellement utilisée avec des explications, entre autres, sur les parcs éoliens qui sont développés, construits et exploités par les sociétés opérationnelles, la méthode de financement et l'offre. Si nécessaire, cette présentation peut être consultée sur le site de Storm: www.storm.be.

B Régime fiscal

Cette section résume certaines conséquences fiscales belges de l'acquisition, de la détention et de la vente (par retrait) de parts sociales de Storm SC par des personnes physiques soumises à l'impôt des personnes physiques (c'est-à-dire les personnes physiques qui ont leur résidence ou le siège de leur fortune en Belgique ou les personnes assimilées à un résident belge) ou à l'impôt des non-résidents (personnes physiques) (c'est-à-dire les personnes physiques qui ne sont pas considérées comme des résidents belges et qui ne sont pas assimilées à ceux-ci ou qui sont assimilées à un non-résident en vertu de la législation fiscale belge). Ces informations n'ont pas pour but de fournir une description complète de toutes les conséquences fiscales belges qui peuvent être pertinentes pour la décision d'acheter des parts sociales de Storm SC.

Ce résumé est basé sur les lois fiscales et les interprétations administratives actuellement en vigueur en Belgique et est sujet à des modifications législatives en Belgique ou à la situation individuelle de chaque investisseur. La validité du présent résumé peut être affectée par d'éventuelles modifications introduites avec ou sans effet rétroactif. Les investisseurs potentiels sont invités à consulter leurs propres conseillers afin d'évaluer pleinement les éventuelles conséquences fiscales belges et étrangères de l'acquisition, de la détention et de la vente (par retrait) des parts sociales.

1° Retenue à la source belge sur les paiements effectués par Storm SC

Aux fins de l'impôt belge, le montant brut de toutes les distributions effectuées par Storm SC à ses associés est qualifié de dividende (à l'exception du remboursement du capital libéré à des fins fiscales, étant entendu que les remboursements de capital sont attribués au prorata du capital versé à des fins fiscales et aux réserves). Il en va de même pour les montants versés par Storm SC à ses associés dans le cadre d'un rachat d'actions propres, au moins dans la mesure où ces remboursements dépassent le montant du capital libéré fiscalement représenté par les parts sociales en question, mais étant donné qu'un actionnaire a droit au maximum à l'apport effectivement versé et non encore remboursé de l'action, ces primes d'acquisition sont théoriques.

Les revenus de dividendes afférents aux actions sont en principe soumis à un précompte mobilier de 30 % s'ils se rapportent à l'exercice social de l'adhésion ou proviennent de la répartition bénéficiaire du premier exercice social suivant celui de l'apport. Le précompte

mobilier diminue à 20 % et à 15 % pour les dividendes accordés à partir de la répartition bénéficiaire du deuxième et du troisième exercice social suivant celui de l'apport.

Selon les circonstances, les associés concernés peuvent récupérer le précompte mobilier retenu à la source par Storm SC via leur déclaration annuelle d'impôt des personnes physiques ou via leur déclaration à l'impôt des non-résidents (personnes physiques), ou via une procédure de remboursement spécifique (voir ci-après). Pour les dividendes distribués à des non-résidents, dans certaines circonstances et sous certaines conditions, une réduction ou une exonération de la retenue à la source peut également être appliquée en vertu de la convention de double imposition applicable.

En outre, la loi fiscale prévoit une exonération du précompte mobilier sur les dividendes octroyés ou attribués en cas d'achat de parts sociales par une société coopérative agréée par le Conseil national de la Coopération (article 264, 2°ter du Code des impôts sur les revenus), ce qui implique que Storm SC ne prélèvera aucune retenue à la source sur les primes d'achat qu'elle pourrait verser à ses associés. Toutefois, comme nous l'avons mentionné ci-avant, les primes d'achat sont théoriques.

Storm SC ne peut en aucun cas garantir une réduction du rendement des dividendes ou toute autre perte (ou perte de bénéfice) que les investisseurs subiraient du fait de la disparition totale ou partielle ou de la disparition de tout avantage fiscal lié au fait que Storm SC est une société coopérative agréée par le Conseil national de la Coopération, que la disparition ou la disparition d'un ou de plusieurs de ces avantages fiscaux soit due directement ou indirectement à un acte ou à une omission de Storm SC.

2° Résidents belges - investisseurs - Impôt des personnes physiques

Pour les personnes physiques assujetties à l'impôt des personnes physiques agissant à titre privé et pour leur propre compte, la retenue à la source retenue par Storm SC, le cas échéant, constituera en principe également le prélèvement final. L'associé n'est pas tenu d'inclure les montants reçus dans sa déclaration fiscale annuelle.

Dans ce contexte, il convient toutefois de noter que les personnes physiques-résidentes, entre autres, peuvent recevoir un montant de 800,00 EUR (indexé) en dividendes (autres que, par exemple, les dividendes d'organismes de placement collectif) exonéré d'impôt (article 21, premier alinéa, 14° du CIR 92). Dans la mesure où une retenue à la source a déjà été effectuée sur ces dividendes (ce qui sera donc généralement le cas pour les dividendes versés par Storm SC), le résident concerné pourra, sous certaines conditions, récupérer cette retenue à la source via sa déclaration d'impôt des personnes physiques (article 307, §1/1, avant-dernier et dernier alinéa du CIR 92). L'arrêté royal du 28 avril 2019 fournit une liste des informations que le contribuable doit tenir à la disposition de l'administration au moyen de divers documents (nouvel article 178/2 de AR/CIR 92). Une règle similaire s'applique aux personnes physiques non-résidentes : elles pourront elles aussi, dans des conditions similaires à celles des résidents belges, récupérer le précompte mobilier retenu à la source par Storm SC par le biais de leur déclaration à l'impôt des non- résidents (personnes physiques) (article 307, §1/5 CIR 92) ou, dans la mesure où elles ne sont pas soumises à l'obligation de déclaration en Belgique, par une procédure spécialement conçue (article 376/1 CIR 92). L'arrêté royal du 28 avril 2019 stipule à cet égard que le contribuable peut soumettre une demande écrite certifiée exacte, datée et signée auprès du conseiller général du Centre Etranger, et contient une liste des données et de documents à joindre à cette demande (nouvel article 206/1 AR/CIR 92).

PARTIE VI
TRAITEMENT DE VOS DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre de votre souscription des actions de Storm SC, Storm SC, qui agit en tant que responsable du traitement, traitera vos données à caractère personnel (vos données d'identification (nom, adresse, date de naissance, sexe), vos coordonnées (e-mail, téléphone/GSM), votre numéro de compte bancaire, une copie de votre carte d'identité (y compris la signature), votre attestation de succession (le cas échéant), votre préférence linguistique) afin de :

1° pouvoir distribuer vos dividendes ;

2° vous convoquer aux assemblées générales de Storm SC ;

3° traiter correctement le(s) paiement(s) ;

4° gérer l'administration des actionnaires de Storm SC ;

5° vous contacter si vous avez pris l'initiative à cet effet ;

6° vous tenir au courant de nos activités ;

7° pouvoir vous contacter et vous fournir des informations complémentaires sur certains projets ou, en général, d'autres informations que Storm SC estime utiles ;

8° accomplir les actes nécessaires en cas de modification dans l'actionnariat (comme un décès) ;

9° vous informer sur les avantages coopératifs ;

10° satisfaire aux obligations légales relatives à votre actionnariat ;

11° satisfaire aux obligations fiscales.

Les activités de traitement sont basées sur la nécessité de préparer ou d'exécuter votre contrat avec Storm (c'est par exemple le cas pour les finalités visées aux points 1° à 3° énumérés ci-dessus), et/ou sur l'intérêt légitime de Storm SC ou de tiers (c'est par exemple le cas pour les finalités visées aux points 4° à 9° énumérés ci-dessus), et/ou sur le respect d'obligations légales incombant à Storm SC (c'est par exemple le cas pour les finalités visées aux points 8°, 10° et 11° énumérés ci-dessus), et/ou sur votre consentement lorsque votre consentement est demandé pour une certaine activité de traitement.

La transmission des données susmentionnées est une condition nécessaire pour pouvoir conclure un contrat avec vous. Si vous refusez de transmettre ces données, Storm SC ne pourra pas conclure de convention avec vous puisqu'il est dans ce cas impossible d'exécuter la convention.

Vos données à caractère personnel peuvent être partagées avec d'autres entités juridiques au sein du groupe Storm (notamment Storm Management SA, qui collecte vos données en tant que sous-traitant via le site web) et/ou avec des autorités publiques et avec des sous-traitants de Storm (notamment les fournisseurs qui se chargent de l'administration des

actionnaires de Storm SC). Vos données ne sont pas partagées en dehors de l'Espace économique européen.

Vos données peuvent être utilisées conformément aux finalités de traitement susmentionnées. Vos données seront conservées pendant dix ans après la fin de la convention que Storm a conclue avec vous, ce qui correspond au délai de prescription légal, ou pendant une durée plus longue si certaines obligations légales ou des intérêts légitimes le justifient.

Vous avez droit, sous certaines conditions, à la consultation, à la rectification ou à l'effacement de vos données à caractère personnel, à la limitation du traitement, à l'opposition du traitement et à la portabilité des données. Dans la mesure où le traitement de vos données à caractère personnel est basé sur votre consentement, vous avez également le droit de retirer votre consentement. Vous pouvez exercer ces droits en adressant une demande écrite, signée et datée à cet effet, accompagnée d'une copie du recto de votre carte d'identité, par courrier ordinaire à l'adresse susmentionnée ou par e-mail à privacy@storm.be. Vous avez en outre le droit de déposer une plainte auprès de l'Autorité belge de Protection des Données (www.autoriteprotectiondonnees.be, contact@apd-gba.be).

*

* *

Annexes : les comptes annuels des deux derniers exercices sociaux audités, ainsi que le rapport du commissaire.

COMPTES ANNUELS DE DEUX DERNIERS EXERCICES AINSI QUE LE RAPPORT DU COMMISSAIRE.

ANNEXE I

COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLÔTURÉ AU 31 DÉCEMBRE 2020

ANNEXE II

ANNEXE 2 – COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLÔTURÉ AU 31 DÉCEMBRE 2021

23	28/05/2021	BE 0535.792.564	18	EUR		
NAT.	Datum neerlegging	Nr.	Blz.	D.	21158.00030	VKT-inb 1.1

JAARREKENING EN ANDERE OVEREENKOMSTIG HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN NEER TE LEGGEN DOCUMENTEN

IDENTIFICATIEGEGEVENS (op datum van de neerlegging)

Naam: **Storm**

Rechtsvorm: Coöperatieve vennootschap

Adres: Borsbeeksebrug Nr: 22 Bus:

Postnummer: 2600 Gemeente: Berchem (Antwerpen)

Land: België

Rechtspersonenregister (RPR) - Ondernemingsrechtbank van: Antwerpen, afdeling Antwerpen

Internetadres:

Ondernemingsnummer BE 0535.792.564

Datum van de neerlegging van het recentste stuk dat de datum van bekendmaking van de oprichtingsakte en van de akte tot statutenwijziging vermeldt. 03-10-2013

JAARREKENING IN EURO goedgekeurd door de algemene vergadering van 08-05-2021

met betrekking tot het boekjaar dat de periode dekt van 01-01-2020 tot 31-12-2020

Vorig boekjaar van 01-01-2019 tot 31-12-2019

De bedragen van het vorige boekjaar zijn niet identiek met die welke eerder openbaar werden gemaakt.

Nummers van de secties van het standaardmodel die niet werden neergelegd omdat ze niet dienstig zijn:

VKT-inb 6.1.2, VKT-inb 6.1.3, VKT-inb 6.2, VKT-inb 6.3, VKT-inb 6.4, VKT-inb 6.5, VKT-inb 6.7, VKT-inb 7.1, VKT-inb 7.2, VKT-inb 8, VKT-inb 9, VKT-inb 10, VKT-inb 12, VKT-inb 13, VKT-inb 14, VKT-inb 15, VKT-inb 16, VKT-inb 17

LIJST VAN DE BESTUURDERS, ZAAKVOERDERS EN COMMISSARISSEN EN VERKLARING BETREFFENDE EEN AANVULLENDE OPDRACHT VOOR NAZICHT OF CORRECTIE

LIJST VAN DE BESTUURDERS, ZAAKVOERDERS EN COMMISSARISSEN

VOLLEDIGE LIJST met naam, voornamen, beroep, woonplaats (adres, nummer, postnummer en gemeente) en functie in de vennootschap

CAERTS Jan

Strijdhoflaan 123
2600 Berchem (Antwerpen)
BELGIE

Begin van het mandaat: 11-05-2019 Einde van het mandaat: 10-05-2025 Gedelegeerd bestuurder

MOENS Kristof

Stuivenbergstraat 12
9340 Lede
BELGIE

Begin van het mandaat: 11-05-2019 Einde van het mandaat: 10-05-2025 Bestuurder

DEOLET Reginald

Beelbroekstraat 28
9040 Sint-Amandsberg
BELGIE

Begin van het mandaat: 11-05-2019 Einde van het mandaat: 10-05-2025 Bestuurder

VAN DEN BERGH Ivan

Boerenkrijglaan 170
2260 Westerlo
BELGIE

Begin van het mandaat: 09-05-2015 Einde van het mandaat: 08-05-2021 Bestuurder

DEBRABANDERE Bruno

Kleurvinge 8
8791 Beveren (Leie)
BELGIE

Begin van het mandaat: 09-05-2015 Einde van het mandaat: 08-05-2021 Bestuurder

FINVISION BEDRIJFSREVISOREN ANTWERPEN BV (B00724)
BE 0807.879.643
Edith Kielpad 2 bus 504
2000 Antwerpen
BELGIE

Begin van het mandaat: 04-07-2020 Einde van het mandaat: 13-05-2023 Commissaris

Direct of indirect vertegenwoordigd door:

NIJS Karel (A02005)

Edith Kielpad 2 bus 504
2000 Antwerpen
BELGIE

VERKLARING BETREFFENDE EEN AANVULLENDE OPDRACHT VOOR NAZICHT OF CORRECTIE

Het bestuursorgaan verklaart dat geen enkele opdracht voor nazicht of correctie werd gegeven aan iemand die daar wettelijk niet toe gemachtigd is met toepassing van de artikelen 34 en 37 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen.

De jaarrekening werd niet geverifieerd of gecorrigeerd door een externe accountant of door een bedrijfsrevisor die niet de commissaris is.

In bevestigend geval, moeten hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke externe accountant of bedrijfsrevisor en zijn lidmaatschapsnummer bij zijn Instituut, evenals de aard van zijn opdracht:

A. Het voeren van de boekhouding van de onderneming*,

B. Het opstellen van de jaarrekening*,

C. Het verifiëren van de jaarrekening en/of

D. Het corrigeren van de jaarrekening.

Indien taken bedoeld onder A. of onder B. uitgevoerd zijn door erkende boekhouders of door erkende boekhouders-fiscalisten, kunnen hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke erkende boekhouder of erkende boekhouder-fiscalist en zijn lidmaatschapsnummer bij het Beroepsinstituut van erkende Boekhouders en Fiscalisten, evenals de aard van zijn opdracht.

JAARREKENING

BALANS NA WINSTVERDELING

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
ACTIVA				
OPRICHTINGSKOSTEN		20		
VASTE ACTIVA		21/28	**78.016**	**109.974**
Immateriële vaste activa	6.1.1	21	**78.016**	**109.974**
Materiële vaste activa	6.1.2	22/27		
Terreinen en gebouwen		22		
Installaties, machines en uitrusting		23		
Meubilair en rollend materieel		24		
Leasing en soortgelijke rechten		25		
Overige materiële vaste activa		26		
Activa in aanbouw en vooruitbetalingen		27		
Financiële vaste activa	6.1.3	28		
VLOTTENDE ACTIVA		29/58	**8.749.902**	**7.093.241**
Vorderingen op meer dan één jaar		29	**7.026.750**	**6.673.000**
Handelsvorderingen		290		
Overige vorderingen		291	7.026.750	6.673.000
Voorraden en bestellingen in uitvoering		3		
Voorraden		30/36		
Bestellingen in uitvoering		37		
Vorderingen op ten hoogste één jaar		40/41	**75.000**	**0**
Handelsvorderingen		40	75.000	0
Overige vorderingen		41		
Geldbeleggingen		50/53		
Liquide middelen		54/58	**1.426.092**	**210.371**
Overlopende rekeningen		490/1	**222.060**	**209.870**
TOTAAL VAN DE ACTIVA		20/58	**8.827.918**	**7.203.215**

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
PASSIVA				
EIGEN VERMOGEN		10/15	**8.430.863**	**6.857.166**
Inbreng		10/11	**8.383.500**	**6.824.625**
Beschikbaar		110	8.363.500	6.804.625
Onbeschikbaar		111	20.000	20.000
Herwaarderingsmeerwaarden		12		
Reserves		13	**2.000**	**2.000**
Onbeschikbare reserves		130/1	2.000	2.000
Statutair onbeschikbare reserves		1311	2.000	2.000
Inkoop eigen aandelen		1312		
Financiële steunverlening		1313		
Overige		1319		
Belastingvrije reserves		132		
Beschikbare reserves		133		
Overgedragen winst (verlies) (+)/(-)		14	**45.363**	**30.541**
Kapitaalsubsidies		15		
Voorschot aan de vennoten op de verdeling van het netto-actief		19		
VOORZIENINGEN EN UITGESTELDE BELASTINGEN		16		
Voorzieningen voor risico's en kosten		160/5		
Pensioenen en soortgelijke verplichtingen		160		
Belastingen		161		
Grote herstellings- en onderhoudswerken		162		
Milieuverplichtingen		163		
Overige risico's en kosten		164/5		
Uitgestelde belastingen		168		
SCHULDEN		17/49	**397.055**	**346.049**
Schulden op meer dan één jaar	6.3	17		
Financiële schulden		170/4		
Kredietinstellingen, leasingschulden en soortgelijke schulden		172/3		
Overige leningen		174/0		
Handelsschulden		175		
Vooruitbetalingen op bestellingen		176		
Overige schulden		178/9		
Schulden op ten hoogste één jaar	6.3	42/48	**394.305**	**346.049**
Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen		42		
Financiële schulden		43		
Kredietinstellingen		430/8		
Overige leningen		439		
Handelsschulden		44	5.003	4.410
Leveranciers		440/4	5.003	4.410
Te betalen wissels		441		
Vooruitbetalingen op bestellingen		46		
Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten		45		
Belastingen		450/3		
Bezoldigingen en sociale lasten		454/9		
Overige schulden		47/48	389.302	341.639
Overlopende rekeningen		492/3	**2.750**	**0**
TOTAAL VAN DE PASSIVA		10/49	**8.827.918**	**7.203.215**

RESULTATENREKENING

		Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Bedrijfsopbrengsten en bedrijfskosten					
Brutomarge	(+)/(-)		9900	18.078	-5.417
Waarvan: niet-recurrente bedrijfsopbrengsten			76A		
Omzet			70		
Handelsgoederen, grond- en hulpstoffen, diensten en diverse goederen			60/61		
Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen	(+)/(-)		62		
Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa			630	35.603	47.733
Waardeverminderingen op voorraden, op bestellingen in uitvoering en op handelsvorderingen: toevoegingen (terugnemingen)	(+)/(-)		631/4		
Voorzieningen voor risico's en kosten: toevoegingen (bestedingen en terugnemingen)	(+)/(-)		635/8		
Andere bedrijfskosten			640/8	1.207	1.310
Als herstructureringskosten geactiveerde bedrijfskosten	(-)		649		
Niet-recurrente bedrijfskosten			66A		
Bedrijfswinst (Bedrijfsverlies)	**(+)/(-)**		9901	**-18.733**	**-54.459**
Financiële opbrengsten		6.4	75/76B	**421.282**	**400.409**
Recurrente financiële opbrengsten			75	421.282	400.409
Waarvan: kapitaal- en interestsubsidies			753		
Niet-recurrente financiële opbrengsten			76B		
Financiële kosten		6.4	65/66B	**257**	**183**
Recurrente financiële kosten			65	257	183
Niet-recurrente financiële kosten			66B		
Winst (Verlies) van het boekjaar vóór belasting	**(+)/(-)**		9903	**402.293**	**345.767**
Onttrekking aan de uitgestelde belastingen			780		
Overboeking naar de uitgestelde belastingen			680		
Belastingen op het resultaat	**(+)/(-)**		67/77		
Winst (Verlies) van het boekjaar	**(+)/(-)**		9904	**402.293**	**345.767**
Onttrekking aan de belastingvrije reserves			789		
Overboeking naar de belastingvrije reserves			689		
Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar	**(+)/(-)**		9905	**402.293**	**345.767**

RESULTAATVERWERKING

		Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Te bestemmen winst (verlies)	**(+)/(-)**	9906	**432.833**	**371.772**
Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar	(+)/(-)	9905	402.293	345.767
Overgedragen winst (verlies) van het vorige boekjaar	(+)/(-)	14P	30.541	26.005
Onttrekking aan het eigen vermogen		791/2		
Toevoeging aan het eigen vermogen		691/2		
aan de inbreng		691		
aan de wettelijke reserve		6920		
aan de overige reserves		6921		
Over te dragen winst (verlies)	**(+)/(-)**	14	**45.363**	**30.541**
Tussenkomst van de vennoten in het verlies		794		
Uit te keren winst		694/7	**387.471**	**341.231**
Vergoeding van de inbreng		694	387.471	341.231
Bestuurders of zaakvoerders		695		
Werknemers		696		
Andere rechthebbenden		697		

TOELICHTING

STAAT VAN DE VASTE ACTIVA

		Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
IMMATERIËLE VASTE ACTIVA				
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar		8059P	**XXXXXXXXXX**	**370.852**
Mutaties tijdens het boekjaar				
Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa		8029	3.645	
Overdrachten en buitengebruikstellingen		8039	0	
Overboekingen van een post naar een andere	(+)/(-)	8049	0	
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar		8059	**374.497**	
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar		8129P	**XXXXXXXXXX**	**260.878**
Mutaties tijdens het boekjaar				
Geboekt		8079	35.603	
Teruggenomen		8089	0	
Verworven van derden		8099	0	
Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen		8109	0	
Overgeboekt van een post naar een andere	(+)/(-)	8119	0	
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar		8129	**296.481**	
NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR		21	**78.016**	

BETREKKINGEN MET VERBONDEN ONDERNEMINGEN, GEASSOCIEERDE ONDERNEMINGEN, BESTUURDERS, ZAAKVOERDERS EN COMMISSARIS(SEN)

	Codes	Boekjaar
VERBONDEN OF GEASSOCIEERDE ONDERNEMINGEN		
Waarborgen toegestaan in hun voordeel	9294	
Andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel	9295	
BESTUURDERS EN ZAAKVOERDERS, NATUURLIJKE OF RECHTSPERSONEN DIE DE VENNOOTSCHAP RECHTSTREEKS OF ONRECHTSTREEKS CONTROLEREN ZONDER VERBONDEN ONDERNEMINGEN TE ZIJN, OF ANDERE ONDERNEMINGEN DIE DOOR DEZE PERSONEN RECHTSTREEKS OF ONRECHTSTREEKS GECONTROLEERD WORDEN		
Uitstaande vorderingen op deze personen	9500	
Voornaamste voorwaarden betreffende de vorderingen, interestvoet, looptijd, eventueel afgeloste of afgeschreven bedragen of bedragen waarvan werd afgezien		
Waarborgen toegestaan in hun voordeel	9501	
Andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel	9502	

	Boekjaar
DE COMMISSARIS(SEN) EN DE PERSONEN MET WIE HIJ (ZIJ) VERBONDEN IS (ZIJN)	
Bezoldiging commissaris (excl. btw)	2.375
Bezoldiging commissaris wettelijke opdrachten (excl. btw)	1.975

	Boekjaar
TRANSACTIES BUITEN NORMALE MARKTVOORWAARDEN DIE DIRECT OF INDIRECT ZIJN AANGEGAAN	
Met de personen die een deelneming in de vennootschap in eigendom hebben	
Aard van de transactie	
nihil	0
Met de ondernemingen waarin de vennootschap zelf een deelneming heeft	
Aard van de transactie	
nihil	0
Met de leden van de leidinggevende, toezichthoudende of bestuursorganen van de vennootschap	
Aard van de transactie	
Nihil	0

WAARDERINGSREGELS

1. Activiteiten
De vennootschap zorgt voor de werving van coöperatief kapitaal voor de oprichting, en ontwikkeling, in samenwerking met de oprichters, van ondernemingen werkzaam in de sector van de windenergie.
2. Waarderingsregels
De oprichtingskosten van de vennootschap worden afgeschreven over vijf jaar, of 1/60 per begonnen maand.
Afschrijvingen geboekt tijdens het boekjaar:

Activa		Methode	Basis	Afschrijvingspercentages	
				Hoofdsom	Bijkomende kosten
Oprichtingskosten					
	1)		L	NG	20,00-20,00
20,00-20,00					
Immateriële vaste					
	1)		L	NG	20,00-20,00
20,00-20,00					

ANDERE IN DE TOELICHTING TE VERMELDEN INLICHTINGEN

COVID-19
De Raad van Bestuur is van oordeel dat de COVID-19 pandemie geen materiële impact heeft op de jaarrekening per 31 december 2020.
Om de eventuele impact van de COVID-19 pandemie op de toekomstige ontwikkeling, werking of resultaten van de vennootschap verder van nabij op te volgen, heeft de vennootschap een Business Continuity Plan opgesteld.

Aan de Algemene Vergadering van
Storm CV
Borsbeeksebrug 22
2600 Antwerpen

VERSLAG VAN DE COMMISSARIS AAN DE ALGEMENE VERGADERING VAN DE VENNOOTSCHAP STORM CV OVER HET BOEKJAAR AFGESLOTEN OP 31 DECEMBER 2020

In het kader van de wettelijke controle van de jaarrekening van Storm CV (de "vennootschap"), leggen wij u ons commissarisverslag voor. Dit bevat ons verslag over de jaarrekening en de overige door wet- en regelgeving gestelde eisen. Dit vormt een geheel en is ondeelbaar.

Wij werden benoemd in onze hoedanigheid van commissaris door de algemene vergadering van 4 juli 2020, overeenkomstig het voorstel van het bestuursorgaan. Ons mandaat loopt af op de datum van de algemene vergadering die beraadslaagt over de jaarrekening afgesloten op 31 december 2022. Wij hebben de wettelijke controle van de jaarrekening van Storm CV uitgevoerd gedurende zeven boekjaren.

Verslag over de jaarrekening

Oordeel zonder voorbehoud

Wij hebben de wettelijke controle uitgevoerd van de jaarrekening van de vennootschap, die de balans op 31 december 2020 omvat, alsook de resultatenrekening van het boekjaar afgesloten op die datum en de toelichting, met een balanstotaal van 8.827.918,07 EUR en waarvan de resultatenrekening afsluit met een winst van het boekjaar van 402.292,57 EUR.

Naar ons oordeel geeft de jaarrekening een getrouw beeld van het vermogen en de financiële toestand van de vennootschap per 31 december 2020, alsook van haar resultaten over het boekjaar dat op die datum is afgesloten, in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel.

Basis voor het oordeel zonder voorbehoud

Wij hebben onze controle uitgevoerd volgens de internationale controlestandaarden (ISA's) zoals van toepassing in België. Onze verantwoordelijkheden op grond van deze standaarden zijn verder beschreven in de sectie "Verantwoordelijkheden van de commissaris voor de controle van de jaarrekening" van ons verslag. Wij hebben alle deontologische vereisten die relevant zijn voor de controle van de jaarrekening in België nageleefd, met inbegrip van deze met betrekking tot de onafhankelijkheid.

Wij hebben van het bestuursorgaan en van de aangestelden van de vennootschap de voor onze controle vereiste ophelderingen en inlichtingen verkregen.

Wij zijn van mening dat de door ons verkregen controle-informatie voldoende en geschikt is als basis voor ons oordeel.

Benadrukking van een bepaalde aangelegenheid – COVID-19 crisis

Zonder afbreuk te doen aan het hierboven tot uitdrukking gebracht oordeel, vestigen wij de aandacht op toelichting VKT 6.9 van de jaarrekening die melding maakt van de vastgestelde effecten van de gezondheidscrisis COVID-19 op het afgesloten boekjaar. Het bestuursorgaan vermeldt er eveneens de genomen maatregelen.

Verantwoordelijkheden van het bestuursorgaan voor het opstellen van de jaarrekening

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen van de jaarrekening die een getrouw beeld geeft in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel, alsook voor de interne beheersing die het bestuursorgaan noodzakelijk acht voor het opstellen van de jaarrekening die geen afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten.

Bij het opstellen van de jaarrekening is het bestuursorgaan verantwoordelijk voor het inschatten van de mogelijkheid van de vennootschap om haar continuïteit te handhaven, het toelichten, indien van toepassing, van aangelegenheden die met continuïteit verband houden en het gebruiken van de continuïteitsveronderstelling, tenzij het bestuursorgaan het voornemen heeft om de vennootschap te liquideren of om de bedrijfsactiviteiten te beëindigen of geen realistisch alternatief heeft dan dit te doen.

Verantwoordelijkheden van de commissaris voor de controle van de jaarrekening

Onze doelstellingen zijn het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid over de vraag of de jaarrekening als geheel geen afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten en het uitbrengen van een commissarisverslag waarin ons oordeel is opgenomen. Een redelijke mate van zekerheid is een hoog niveau van zekerheid, maar is geen garantie dat een controle die overeenkomstig de ISA's is uitgevoerd altijd een afwijking van materieel belang ontdekt wanneer die bestaat. Afwijkingen kunnen zich voordoen als gevolg van fraude of fouten en worden als van materieel belang beschouwd indien redelijkerwijs kan worden verwacht dat zij, individueel of gezamenlijk, de economische beslissingen genomen door gebruikers op basis van deze jaarrekening, beïnvloeden.

Bij de uitvoering van onze controle leven wij het wettelijk, reglementair en normatief kader dat van toepassing is op de controle van de jaarrekening in België na. Een wettelijke controle biedt evenwel geen zekerheid omtrent de toekomstige levensvatbaarheid van de Vennootschap, noch omtrent de efficiëntie of de doeltreffendheid waarmee het bestuursorgaan de bedrijfsvoering van de Vennootschap ter hand heeft genomen of zal nemen. Onze verantwoordelijkheden inzake de door het bestuursorgaan gehanteerde continuïteitsveronderstelling staan hieronder beschreven.

Als deel van een controle uitgevoerd overeenkomstig de ISA's, passen wij professionele oordeelsvorming toe en handhaven wij een professioneel-kritische instelling gedurende de controle. We voeren tevens de volgende werkzaamheden uit:

- het identificeren en inschatten van de risico's dat de jaarrekening een afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten, het bepalen en uitvoeren van controlewerkzaamheden die op deze risico's inspelen en het verkrijgen van controle-informatie die voldoende en geschikt is als basis voor ons oordeel. Het risico van het niet detecteren van een van materieel belang zijnde afwijking is groter indien die afwijking het gevolg is van fraude dan indien zij het gevolg is van fouten, omdat bij fraude sprake kan zijn van samenspanning, valsheid in geschrifte, het opzettelijk nalaten om transacties vast te leggen, het opzettelijk verkeerd voorstellen van zaken of het doorbreken van de interne beheersing;

- het verkrijgen van inzicht in de interne beheersing die relevant is voor de controle, met als doel controlewerkzaamheden op te zetten die in de gegeven omstandigheden geschikt zijn maar die niet zijn gericht op het geven van een oordeel over de effectiviteit van de interne beheersing van de Vennootschap;

- het evalueren van de geschiktheid van de gehanteerde grondslagen voor financiële verslaggeving en het evalueren van de redelijkheid van de door het bestuursorgaan gemaakte schattingen en van de daarop betrekking hebbende toelichtingen;

- het concluderen of de door het bestuursorgaan gehanteerde continuïteitsveronderstelling aanvaardbaar is, en het concluderen, op basis van de verkregen controle-informatie, of er een onzekerheid van materieel belang bestaat met betrekking tot gebeurtenissen of omstandigheden die significante twijfel kunnen doen ontstaan over de mogelijkheid van de vennootschap om haar continuïteit te handhaven. Indien wij concluderen dat er een onzekerheid van materieel belang bestaat, zijn wij ertoe gehouden om de aandacht in ons commissarisverslag te

vestigen op de daarop betrekking hebbende toelichtingen in de jaarrekening, of, indien deze toelichtingen inadequaat zijn, om ons oordeel aan te passen. Onze conclusies zijn gebaseerd op de controle-informatie die verkregen is tot de datum van ons commissarisverslag. Toekomstige gebeurtenissen of omstandigheden kunnen er echter toe leiden dat de vennootschap haar continuïteit niet langer kan handhaven;

- het evalueren van de algehele presentatie, structuur en inhoud van de jaarrekening, en van de vraag of de jaarrekening de onderliggende transacties en gebeurtenissen weergeeft op een wijze die leidt tot een getrouw beeld.

Wij communiceren met het bestuursorgaan onder meer over de geplande reikwijdte en timing van de controle en over de significante controlebevindingen, waaronder eventuele significante tekortkomingen in de interne beheersing die wij identificeren gedurende onze controle.

Overige door wet- en regelgeving gestelde eisen

Verantwoordelijkheden van het bestuursorgaan

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen en de inhoud van het jaarverslag, voor het naleven van de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften die van toepassing zijn op het voeren van de boekhouding, alsook voor het naleven van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en van de statuten van de Vennootschap.

Verantwoordelijkheden van de commissaris

In het kader van ons mandaat en overeenkomstig de Belgische bijkomende norm (herzien in 2018) bij de in België van toepassing zijnde internationale controlestandaarden (ISA's), is het onze verantwoordelijkheid om, in alle van materieel belang zijnde opzichten, het jaarverslag, alsook de naleving van bepaalde verplichtingen uit het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en van de statuten te verifiëren, alsook verslag over deze aangelegenheden uit te brengen.

Aspecten betreffende het jaarverslag

Gezien de vennootschap niet voldoet aan de criteria zoals bepaald in artikel 1:24 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, is zij niet gehouden tot het opstellen van een jaarverslag.

Vermelding betreffende de sociale balans

Gezien de vennootschap geen personeel tewerkstelt, is zij niet gehouden tot het opstellen van een sociale balans.

Vermeldingen betreffende de onafhankelijkheid

Ons bedrijfsrevisorenkantoor en ons netwerk hebben geen opdrachten die onverenigbaar zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening verricht, en ons bedrijfsrevisorenkantoor is in de loop van ons mandaat onafhankelijk gebleven tegenover de Vennootschap.

Er werden bijkomende opdrachten die verenigbaar zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening bedoeld in artikel 3:65 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en waarvoor honoraria verschuldigd zijn, verricht.

Andere vermeldingen

- Onverminderd formele aspecten van ondergeschikt belang, werd de boekhouding gevoerd in overeenstemming met de in België van toepassing zijnde wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften.

- Wij dienen u geen verrichtingen of beslissingen mede te delen die in overtreding met de statuten of het Wetboek van vennootschappen en verenigingen zijn gedaan of genomen.

- Wij hebben de opdrachten met betrekking tot de netto-actieftesten d.d. 3 juli 2020 en 6 juli 2020 uitgevoerd overeenkomstig artikel 6:115 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen waarvan de beoordelingsverslagen werden gevoegd bij dit commissarisverslag.
  Ook de opdrachten met betrekking tot de liquiditeitstesten, beide gedateerd op 6 juli 2020, werden uitgevoerd overeenkomstig artikel 6:116 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen waarvan de beoordelingsverslagen eveneens werden gevoegd bij dit commissarisverslag.

- De resultaatverwerking, die aan de algemene vergadering wordt voorgesteld, stemt overeen met de wettelijke en statutaire bepalingen

Antwerpen, 23 april 2021

Finvision Bedrijfsrevisoren Antwerpen BV
Commissaris
Vertegenwoordigd door

Karel Nijs
Bedrijfsrevisor en revisor erkend door de FSMA
Vennoot

JAARREKENING EN/OF ANDERE OVEREENKOMSTIG HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN NEER TE LEGGEN DOCUMENTEN

IDENTIFICATIEGEGEVENS (op datum van de neerlegging)

Naam : **Storm**

Rechtsvorm : Coöperatieve vennootschap

Adres : Borsbeeksebrug Nr : 22 Bus :

Postnummer : 2600 Gemeente : Berchem (Antwerpen)

Land : België

Rechtspersonenregister (RPR) - Ondernemingsrechtbank van Antwerpen, afdeling Antwerpen

Internetadres :

E-mailadres :

Ondernemingsnummer 0535.792.564

Datum van de neerlegging van het recentste stuk dat de datum van bekendmaking van de oprichtingsakte en van de akte tot statutenwijziging vermeldt 17-05-2021

Deze neerlegging betreft :

☒ de JAARREKENING in EURO goedgekeurd door de algemene vergadering van 14-05-2022

☒ de ANDERE DOCUMENTEN

met betrekking tot

het boekjaar dat de periode dekt van 01-01-2021 tot 31-12-2021

het vorige boekjaar van de jaarrekening van 01-01-2020 tot 31-12-2020

De bedragen van het vorige boekjaar zijn niet identiek met die welke eerder openbaar werden gemaakt.

Nummers van de secties van het standaardmodel die niet werden neergelegd omdat ze niet dienstig zijn :

VKT-inb 6.1.2, VKT-inb 6.1.3, VKT-inb 6.2, VKT-inb 6.3, VKT-inb 6.4, VKT-inb 6.5, VKT-inb 6.7, VKT-inb 6.9, VKT-inb 7, VKT-inb 8, VKT-inb 9, VKT-inb 10, VKT-inb 12, VKT-inb 13, VKT-inb 14, VKT-inb 15, VKT-inb 16, VKT-inb 17

LIJST VAN DE BESTUURDERS, ZAAKVOERDERS EN COMMISSARISSEN EN VERKLARING BETREFFENDE EEN AANVULLENDE OPDRACHT VOOR NAZICHT OF CORRECTIE

LIJST VAN DE BESTUURDERS, ZAAKVOERDERS EN COMMISSARISSEN

VOLLEDIGE LIJST met naam, voornamen, beroep, woonplaats (adres, nummer, postnummer en gemeente) en functie in de vennootschap

Debrabandere Bruno
Kleurvinge 8
8791 Beveren (Leie)
BELGIË
Begin van het mandaat : 2021-05-08 | Einde van het mandaat : 2027-05-08 | Bestuurder

Van Den Bergh Ivan
Berglaan 55 bus 1
2230 Herselt
BELGIË
Begin van het mandaat : 2021-05-08 | Einde van het mandaat : 2027-05-08 | Bestuurder

Caerts Jan
Strijdhoflaan 123
2600 Berchem (Antwerpen)
BELGIË
Begin van het mandaat : 2019-05-11 | Einde van het mandaat : 2025-05-10 | Gedelegeerd bestuurder

Moens Kristof
Stuivenbergstraat 12
9340 Lede
BELGIË
Begin van het mandaat : 2019-05-11 | Einde van het mandaat : 2025-05-10 | Bestuurder

Deolet Reginald
Beelbroekstraat 28
9040 Sint-Amandsberg
BELGIË
Begin van het mandaat : 2019-05-11 | Einde van het mandaat : 2025-05-10 | Bestuurder

Finvision Bedrijfsrevisoren Antwerpen BV (B00724)
0807879643
Berchemstadionstraat 76 bus 6
2600 Berchem (Antwerpen)
BELGIË
Begin van het mandaat : 2020-07-04 | Einde van het mandaat : 2023-05-13 | Commissaris

Direct of indirect vertegenwoordigd door :

Nijs Karel (A02005)

Berchemstadionstraat 76 bus 6
2600 Berchem (Antwerpen)
BELGIË

VERKLARING BETREFFENDE EEN AANVULLENDE OPDRACHT VOOR NAZICHT OF CORRECTIE

Het bestuursorgaan verklaart dat geen enkele opdracht voor nazicht of correctie werd gegeven aan iemand die daar wettelijk niet toe gemachtigd is met toepassing van de artikelen 34 en 37 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen.

De jaarrekening werd niet geverifieerd of gecorrigeerd door een externe accountant of door een bedrijfsrevisor die niet de commissaris is.

In bevestigend geval, moeten hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke externe accountant of bedrijfsrevisor en zijn lidmaatschapsnummer bij zijn Instituut, evenals de aard van zijn opdracht:

A. Het voeren van de boekhouding van de vennootschap*,
B. Het opstellen van de jaarrekening*,
C. Het verifiëren van de jaarrekening en/of
D. Het corrigeren van de jaarrekening.

Indien taken bedoeld onder A. of onder B. uitgevoerd zijn door erkende boekhouders of door erkende boekhouders-fiscalisten, kunnen hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke erkende boekhouder of erkende boekhouder-fiscalist en zijn lidmaatschapsnummer bij het Beroepsinstituut van erkende Boekhouders en Fiscalisten, evenals de aard van zijn opdracht.

(* Facultatieve vermelding.)

Naam, voornamen, beroep en woonplaats	Lidmaatschapsnummer	Aard van de opdracht (A, B, C en/of D)

JAARREKENING

BALANS NA WINSTVERDELING

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
ACTIVA				
OPRICHTINGSKOSTEN		20		
VASTE ACTIVA		21/28	**64.480**	**78.016**
Immateriële vaste activa	6.1.1	21	**64.480**	**78.016**
Materiële vaste activa	6.1.2	22/27		
Terreinen en gebouwen		22		
Installaties, machines en uitrusting		23		
Meubilair en rollend materieel		24		
Leasing en soortgelijke rechten		25		
Overige materiële vaste activa		26		
Activa in aanbouw en vooruitbetalingen		27		
Financiële vaste activa	6.1.3	28		
VLOTTENDE ACTIVA		29/58	**9.934.891**	**8.749.902**
Vorderingen op meer dan één jaar		29	**7.655.625**	**7.026.750**
Handelsvorderingen		290		
Overige vorderingen		291	7.655.625	7.026.750
Voorraden en bestellingen in uitvoering		3		
Voorraden		30/36		
Bestellingen in uitvoering		37		
Vorderingen op ten hoogste één jaar		40/41	**0**	**75.000**
Handelsvorderingen		40	0	75.000
Overige vorderingen		41		
Geldbeleggingen		50/53		
Liquide middelen		54/58	**2.020.678**	**1.426.092**
Overlopende rekeningen		490/1	**258.588**	**222.060**
TOTAAL VAN DE ACTIVA		20/58	**9.999.371**	**8.827.918**

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
PASSIVA				
EIGEN VERMOGEN		10/15	**9.549.092**	**8.430.863**
Inbreng		10/11	**9.513.250**	**8.383.500**
Beschikbaar		110	9.493.250	8.363.500
Onbeschikbaar		111	20.000	20.000
Herwaarderingsmeerwaarden		12		
Reserves		13	**2.000**	**2.000**
Onbeschikbare reserves		130/1	2.000	2.000
Statutair onbeschikbare reserves		1311	2.000	2.000
Inkoop eigen aandelen		1312		
Financiële steunverlening		1313		
Overige		1319		
Belastingvrije reserves		132		
Beschikbare reserves		133		
Overgedragen winst (verlies)	(+)/(-)	14	**33.842**	**45.363**
Kapitaalsubsidies		15		
Voorschot aan de vennoten op de verdeling van het netto-actief		19		
VOORZIENINGEN EN UITGESTELDE BELASTINGEN		16		
Voorzieningen voor risico's en kosten		160/5		
Pensioenen en soortgelijke verplichtingen		160		
Belastingen		161		
Grote herstellings- en onderhoudswerken		162		
Milieuverplichtingen		163		
Overige risico's en kosten		164/5		
Uitgestelde belastingen		168		

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
SCHULDEN		17/49	**450.279**	**397.055**
Schulden op meer dan één jaar	6.3	17		
Financiële schulden		170/4		
Kredietinstellingen, leasingschulden en soortgelijke schulden		172/3		
Overige leningen		174/0		
Handelsschulden		175		
Vooruitbetalingen op bestellingen		176		
Overige schulden		178/9		
Schulden op ten hoogste één jaar	6.3	42/48	**423.779**	**394.305**
Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen		42		
Financiële schulden		43		
Kredietinstellingen		430/8		
Overige leningen		439		
Handelsschulden		44	3.056	5.003
Leveranciers		440/4	3.056	5.003
Te betalen wissels		441		
Vooruitbetalingen op bestellingen		46		
Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten		45		
Belastingen		450/3		
Bezoldigingen en sociale lasten		454/9		
Overige schulden		47/48	420.723	389.302
Overlopende rekeningen		492/3	**26.500**	**2.750**
TOTAAL VAN DE PASSIVA		10/49	**9.999.371**	**8.827.918**

RESULTATENREKENING

		Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Bedrijfsopbrengsten en bedrijfskosten					
Brutomarge	(+)/(-)		9900	-18.063	18.078
Waarvan: niet-recurrente bedrijfsopbrengsten			76A		
Omzet			70		
Handelsgoederen, grond- en hulpstoffen, diensten en diverse goederen			60/61		
Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen	(+)/(-)		62		
Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa			630	28.187	35.603
Waardeverminderingen op voorraden, op bestellingen in uitvoering en op handelsvorderingen: toevoegingen (terugnemingen)	(+)/(-)		631/4		
Voorzieningen voor risico's en kosten: toevoegingen (bestedingen en terugnemingen)	(+)/(-)		635/8		
Andere bedrijfskosten			640/8	2.510	1.207
Als herstructureringskosten geactiveerde bedrijfskosten	(-)		649		
Niet-recurrente bedrijfskosten			66A		
Bedrijfswinst (Bedrijfsverlies)	(+)/(-)		9901	**-48.760**	**-18.733**
Financiële opbrengsten		6.4	75/76B	**458.008**	**421.282**
Recurrente financiële opbrengsten			75	458.008	421.282
Waarvan: kapitaal- en interestsubsidies			753		
Niet-recurrente financiële opbrengsten			76B		
Financiële kosten		6.4	65/66B	**384**	**257**
Recurrente financiële kosten			65	384	257
Niet-recurrente financiële kosten			66B		
Winst (Verlies) van het boekjaar vóór belasting	(+)/(-)		9903	**408.864**	**402.293**
Onttrekking aan de uitgestelde belastingen			780		
Overboeking naar de uitgestelde belastingen			680		
Belastingen op het resultaat	(+)/(-)		67/77		
Winst (Verlies) van het boekjaar	(+)/(-)		9904	**408.864**	**402.293**
Onttrekking aan de belastingvrije reserves			789		
Overboeking naar de belastingvrije reserves			689		
Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar	(+)/(-)		9905	**408.864**	**402.293**

RESULTAATVERWERKING

		Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Te bestemmen winst (verlies)	(+)/(-)	9906	**454.227**	**432.833**
Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar	(+)/(-)	(9905)	408.864	402.293
Overgedragen winst (verlies) van het vorige boekjaar	(+)/(-)	14P	45.363	30.541
Onttrekking aan het eigen vermogen		791/2		
Toevoeging aan het eigen vermogen		691/2		
aan de inbreng		691		
aan de wettelijke reserve		6920		
aan de overige reserves		6921		
Over te dragen winst (verlies)	(+)/(-)	(14)	**33.842**	**45.363**
Tussenkomst van de vennoten in het verlies		794		
Uit te keren winst		694/7	**420.384**	**387.471**
Vergoeding van de inbreng		694	420.384	387.471
Bestuurders of zaakvoerders		695		
Werknemers		696		
Andere rechthebbenden		697		

TOELICHTING

STAAT VAN DE VASTE ACTIVA

		Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
IMMATERIËLE VASTE ACTIVA				
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar		8059P	**XXXXXXXXXX**	**374.497**
Mutaties tijdens het boekjaar				
Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa		8029	14.651	
Overdrachten en buitengebruikstellingen		8039		
Overboekingen van een post naar een andere	(+)/(-)	8049		
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar		8059	**389.148**	
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar		8129P	**XXXXXXXXXX**	**296.481**
Mutaties tijdens het boekjaar				
Geboekt		8079	28.187	
Teruggenomen		8089		
Verworven van derden		8099		
Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen		8109		
Overgeboekt van een post naar een andere	(+)/(-)	8119		
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar		8129	**324.668**	
NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR		(21)	**64.480**	

BETREKKINGEN MET VERBONDEN ONDERNEMINGEN, GEASSOCIEERDE ONDERNEMINGEN, BESTUURDERS, ZAAKVOERDERS EN COMMISSARIS(SEN)

	Codes	Boekjaar
VERBONDEN OF GEASSOCIEERDE ONDERNEMINGEN		
Waarborgen toegestaan in hun voordeel	9294	
Andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel	9295	
BESTUURDERS EN ZAAKVOERDERS, NATUURLIJKE OF RECHTSPERSONEN DIE DE VENNOOTSCHAP RECHTSTREEKS OF ONRECHTSTREEKS CONTROLEREN ZONDER VERBONDEN ONDERNEMINGEN TE ZIJN, OF ANDERE ONDERNEMINGEN DIE DOOR DEZE PERSONEN RECHTSTREEKS OF ONRECHTSTREEKS GECONTROLEERD WORDEN		
Uitstaande vorderingen op deze personen	9500	
Voornaamste voorwaarden betreffende de vorderingen, interestvoet, looptijd, eventueel afgeloste of afgeschreven bedragen of bedragen waarvan werd afgezien		
Waarborgen toegestaan in hun voordeel	9501	
Andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel	9502	

	Boekjaar
DE COMMISSARIS(SEN) EN DE PERSONEN MET WIE HIJ (ZIJ) VERBONDEN IS (ZIJN)	
Bezoldiging commissaris (excl. btw)	2.375
Bezoldiging commissaris wettelijke opdrachten (excl. btw)	4.200

	Boekjaar
TRANSACTIES BUITEN NORMALE MARKTVOORWAARDEN DIE DIRECT OF INDIRECT ZIJN AANGEGAAN	
Met de personen die een deelneming in de vennootschap in eigendom hebben	
Aard van de transactie	
nihil	0
Met de ondernemingen waarin de vennootschap zelf een deelneming heeft	
Aard van de transactie	
nihil	0
Met de leden van de leidinggevende, toezichthoudende of bestuursorganen van de vennootschap	
Aard van de transactie	
nihil	0

WAARDERINGSREGELS

1. Activiteiten

De vennootschap zorgt voor de werving van coöperatief kapitaal voor de oprichting, en ontwikkeling, in samenwerking met de oprichters, van ondernemingen werkzaam in de sector van de windenergie.

2. Waarderingsregels

De oprichtingskosten van de vennootschap worden afgeschreven over vijf jaar, of 1/60 per begonnen maand.

Afschrijvingen geboekt tijdens het boekjaar:

Activa		Methode	Basis	Afschrijvingspercentages		
				Hoofdsom	Bijkomende kosten	
Oprichtingskosten	1)		L	NG	20,00-20,00	20,00-20,00
Immateriële vaste	1)		L	NG	20,00-20,00	20,00-20,00

ANDERE OVEREENKOMSTIG HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN NEER TE LEGGEN DOCUMENTEN

VERSLAG VAN DE COMMISSARISSEN

Storm CV

Verslag van de commissaris
Jaarrekening per 31 december 2021

Finvision Bedrijfsrevisoren Antwerpen BV
Berchemstadionstraat 76/6 - 2600 Berchem-Antwerpen
Tel +32 3 450 80 60
Info.fvba@finvision.be
www.finvision.be
IBAN BE24 3630 4371 7738 - BIC BBRUBEBB
BTW BE0807.879.643
RPR Antwerpen - afdeling Antwerpen

VERSLAG VAN DE COMMISSARIS AAN DE ALGEMENE VERGADERING VAN STORM CV OVER HET BOEKJAAR AFGESLOTEN OP 31 DECEMBER 2021

In het kader van de wettelijke controle van de jaarrekening van Storm CV (de "Vennootschap"), leggen wij u ons commissarisverslag voor. Dit bevat ons verslag over de jaarrekening en de overige door wet- en regelgeving gestelde eisen. Dit vormt een geheel en is ondeelbaar.

Wij werden benoemd in onze hoedanigheid van commissaris door de algemene vergadering van 4 juli 2020, overeenkomstig het voorstel van het bestuursorgaan. Ons mandaat loopt af op de datum van de algemene vergadering die beraadslaagt over de jaarrekening afgesloten op 31 december 2022. Wij hebben de wettelijke controle van de jaarrekening van Storm CV uitgevoerd gedurende 8 opeenvolgende boekjaren.

Verslag over de jaarrekening

Oordeel zonder voorbehoud

Wij hebben de wettelijke controle uitgevoerd van de jaarrekening van de Vennootschap, die de balans op 31 december 2021 omvat, alsook de resultatenrekening van het boekjaar afgesloten op die datum en de toelichting, met een balanstotaal van 9.999.371 EUR en waarvan de resultatenrekening afsluit met een winst van het boekjaar van 408.864 EUR.

Naar ons oordeel geeft de jaarrekening een getrouw beeld van het vermogen en de financiële toestand van de Vennootschap per 31 december 2021, alsook van haar resultaten over het boekjaar dat op die datum is afgesloten, in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel.

Basis voor het oordeel zonder voorbehoud

Wij hebben onze controle uitgevoerd volgens de internationale controlestandaarden (ISA's) zoals van toepassing in België. Onze verantwoordelijkheden op grond van deze standaarden zijn verder beschreven in de sectie "Verantwoordelijkheden van de commissaris voor de controle van de jaarrekening" van ons verslag. Wij hebben alle deontologische vereisten die relevant zijn voor de controle van de jaarrekening in België nageleefd, met inbegrip van deze met betrekking tot de onafhankelijkheid.

Wij hebben van het bestuursorgaan en van de aangestelden van de Vennootschap de voor onze controle vereiste ophelderingen en inlichtingen verkregen.

Wij zijn van mening dat de door ons verkregen controle-informatie voldoende en geschikt is als basis voor ons oordeel.

Verantwoordelijkheden van het bestuursorgaan voor het opstellen van de jaarrekening

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen van de jaarrekening die een getrouw beeld geeft in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel, alsook voor de interne beheersing die het bestuursorgaan noodzakelijk acht voor het opstellen van de jaarrekening die geen afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten.

Bij het opstellen van de jaarrekening is het bestuursorgaan verantwoordelijk voor het inschatten van de mogelijkheid van de Vennootschap om haar continuïteit te handhaven, het toelichten, indien van toepassing, van aangelegenheden die met continuïteit verband houden en het gebruiken van de continuïteitsveronderstelling, tenzij het bestuursorgaan het voornemen heeft om de Vennootschap te liquideren of om de bedrijfsactiviteiten te beëindigen of geen realistisch alternatief heeft dan dit te doen.

Verantwoordelijkheden van de commissaris voor de controle van de jaarrekening

Onze doelstellingen zijn het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid over de vraag of de jaarrekening als geheel geen afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten en het uitbrengen van een commissarisverslag waarin ons oordeel is opgenomen. Een redelijke mate van zekerheid is een hoog niveau van zekerheid, maar is geen garantie dat een controle die overeenkomstig de ISA's is uitgevoerd altijd een afwijking van materieel belang ontdekt wanneer die bestaat. Afwijkingen kunnen zich voordoen als gevolg van fraude of fouten en worden als van materieel belang beschouwd indien redelijkerwijs kan worden verwacht dat zij, individueel of gezamenlijk, de economische beslissingen genomen door gebruikers op basis van deze jaarrekening, beïnvloeden.

Bij de uitvoering van onze controle leven wij het wettelijk, reglementair en normatief kader dat van toepassing is op de controle van de jaarrekening in België na. Een wettelijke controle biedt evenwel geen zekerheid omtrent de toekomstige levensvatbaarheid van de Vennootschap, noch omtrent de efficiëntie of de doeltreffendheid waarmee het bestuursorgaan de bedrijfsvoering van de Vennootschap ter hand heeft genomen of zal nemen. Onze verantwoordelijkheden inzake de door het bestuursorgaan gehanteerde continuïteitsveronderstelling staan hieronder beschreven.

Als deel van een controle uitgevoerd overeenkomstig de ISA's, passen wij professionele oordeelsvorming toe en handhaven wij een professioneel-kritische instelling gedurende de controle. We voeren tevens de volgende werkzaamheden uit:

- het identificeren en inschatten van de risico's dat de jaarrekening een afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten, het bepalen en uitvoeren van controlewerkzaamheden die op deze risico's inspelen en het verkrijgen van controle-informatie die voldoende en geschikt is als basis voor ons oordeel. Het risico van het niet detecteren van een van materieel belang zijnde afwijking is groter indien die afwijking het gevolg is van fraude dan indien zij het gevolg is van fouten, omdat bij fraude sprake kan zijn van samenspanning, valsheid in geschrifte, het opzettelijk nalaten om transacties vast te leggen, het opzettelijk verkeerd voorstellen van zaken of het doorbreken van de interne beheersing;
- het verkrijgen van inzicht in de interne beheersing die relevant is voor de controle, met als doel controlewerkzaamheden op te zetten die in de gegeven omstandigheden geschikt zijn maar die niet zijn gericht op het geven van een oordeel over de effectiviteit van de interne beheersing van de Vennootschap;
- het evalueren van de geschiktheid van de gehanteerde grondslagen voor financiële verslaggeving en het evalueren van de redelijkheid van de door het bestuursorgaan gemaakte schattingen en van de daarop betrekking hebbende toelichtingen;
- het concluderen of de door het bestuursorgaan gehanteerde continuïteitsveronderstelling aanvaardbaar is, en het concluderen, op basis van de verkregen controle-informatie, of er een onzekerheid van materieel belang bestaat met betrekking tot gebeurtenissen of omstandigheden die significante twijfel kunnen

doen ontstaan over de mogelijkheid van de Vennootschap om haar continuïteit te handhaven. Indien wij concluderen dat er een onzekerheid van materieel belang bestaat, zijn wij ertoe gehouden om de aandacht in ons commissarisverslag te vestigen op de daarop betrekking hebbende toelichtingen in de jaarrekening, of, indien deze toelichtingen inadequaat zijn, om ons oordeel aan te passen. Onze conclusies zijn gebaseerd op de controle-informatie die verkregen is tot de datum van ons commissarisverslag. Toekomstige gebeurtenissen of omstandigheden kunnen er echter toe leiden dat de Vennootschap haar continuïteit niet langer kan handhaven;

- het evalueren van de algehele presentatie, structuur en inhoud van de jaarrekening, en van de vraag of de jaarrekening de onderliggende transacties en gebeurtenissen weergeeft op een wijze die leidt tot een getrouw beeld.

Wij communiceren met het bestuursorgaan onder meer over de geplande reikwijdte en timing van de controle en over de significante controlebevindingen, waaronder eventuele significante tekortkomingen in de interne beheersing die wij identificeren gedurende onze controle.

Overige door wet- en regelgeving gestelde eisen

Verantwoordelijkheden van het bestuursorgaan

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen en de inhoud van het jaarverslag, voor het naleven van de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften die van toepassing zijn op het voeren van de boekhouding, alsook voor het naleven van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en van de statuten van de Vennootschap.

Verantwoordelijkheden van de commissaris

In het kader van onze opdracht en overeenkomstig de Belgische bijkomende norm (herziene versie 2020) bij de in België van toepassing zijnde internationale controlestandaarden (ISA's), is het onze verantwoordelijkheid om, in alle van materieel belang zijnde opzichten, het jaarverslag, alsook de naleving van bepaalde verplichtingen uit het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en van de statuten te verifiëren, alsook verslag over deze aangelegenheden uit te brengen.

Aspecten betreffende het jaarverslag

Gezien de vennootschap niet voldoet aan de criteria zoals bepaald in artikel 1:24 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, is zij niet gehouden tot het opstellen van een jaarverslag.

Vermeldingen betreffende de onafhankelijkheid

- Ons bedrijfsrevisorenkantoor en ons netwerk hebben geen opdrachten die onverenigbaar zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening verricht, en zijn in de loop van ons mandaat onafhankelijk gebleven tegenover de Vennootschap.
- De honoraria voor de bijkomende opdrachten die verenigbaar zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening bedoeld in artikel 3:65 van het Wetboek van

vennootschappen en verenigingen werden correct vermeld en uitgesplitst in de toelichting bij de jaarrekening.

Andere vermeldingen

- Onverminderd formele aspecten van ondergeschikt belang, werd de boekhouding gevoerd in overeenstemming met de in België van toepassing zijnde wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften.
- Wij dienen u geen verrichtingen of beslissingen mede te delen die in overtreding met de statuten of het Wetboek van vennootschappen en verenigingen zijn gedaan of genomen.
- De resultaatverwerking, die aan de algemene vergadering wordt voorgesteld, stemt overeen met de wettelijke en statutaire bepalingen.
- In het kader van artikel 6:115 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, hebben wij de hierbij gevoegde beoordelingsverslagen inzake de nettoactieftesten opgesteld.
- Wij hebben de historische en prospectieve boekhoudkundige en financiële gegevens van het verslag van het bestuursorgaan in de context van de uitkeringen beslist door de raad van bestuur van 27 januari 2021 en 2 februari 2022 beoordeeld overeenkomstig artikel 6:116 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en ons besluit aan het bestuursorgaan bekendgemaakt.
- Wij hebben de historische en prospectieve boekhoudkundige en financiële gegevens van het verslag van het bestuursorgaan in de context van de uitkering beslist door de algemene vergadering van 8 mei 2021 beoordeeld overeenkomstig artikel 6:116 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en ons besluit aan het bestuursorgaan bekendgemaakt.

Antwerpen-Berchem, 26 april 2022

Finvision Bedrijfsrevisoren Antwerpen BV
Commissaris
Vertegenwoordigd door
Karel Nijs
Bedrijfsrevisor erkend door de FSMA
Vennoot

finvision.

VERSLAG AAN DE ALGEMENE VERGADERING VAN VENNOOTSCHAP STORM CV INZAKE DE BEOORDELING VAN DE STAAT VAN ACTIVA EN PASSIVA IN HET KADER VAN DE UITKERING VAN SCHEIDINGSAANDELEN AAN DE AANDEELHOUDERS - "NETTO-ACTIEFTEST"

Overeenkomstig artikel 6:115 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen brengen wij in onze hoedanigheid van commissaris hierbij aan de algemene vergadering van Storm CV het beoordelingsverslag uit over de staat van activa en passiva afgesloten op 31 december 2021. Onze opdracht kadert aldus in de voorgenomen besluitvorming tot uitkering aan de aandeelhouders van de scheidingsaandelen ten bedrage van in totaal 9.500,00 EUR.

Wij hebben de beoordeling uitgevoerd van de hierbij gevoegde staat van activa en passiva per 31 december 2021 van de vennootschap opgesteld in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel. Dit verslag betreft een regularisatieverslag.

Verantwoordelijkheid van het bestuursorgaan voor het opstellen van de staat van activa en passiva

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen van deze staat van activa en passiva per 31 december 2021 in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel, alsook voor de naleving van de door artikelen 6:114 en 6:115 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen vereiste voorwaarden.

Verantwoordelijkheid van de commissaris

Onze verantwoordelijkheid bestaat erin een conclusie over de staat van activa en passiva, te formuleren op basis van de door ons uitgevoerde beoordeling. We hebben onze beoordeling uitgevoerd overeenkomstig ISRE 2410, "Beoordeling van tussentijdse financiële informatie, uitgevoerd door de onafhankelijke auditor van de entiteit". Een dergelijke beoordeling bestaat uit het verzoeken om inlichtingen, in hoofdzaak bij de voor financiën en administratieve verantwoordelijke personen, alsmede uit het uitvoeren van cijferanalyses en andere beoordelingswerkzaamheden. De reikwijdte van een beoordeling is aanzienlijk geringer dan die van een overeenkomstig de internationale controlestandaarden (ISA's, International Standards on Auditing) uitgevoerde controle. Om die reden stelt de beoordeling ons niet in staat de zekerheid te verkrijgen dat wij kennis zullen krijgen van alle aangelegenheden van materieel belang die naar aanleiding van een controle mogelijk worden onderkend.

Bijgevolg brengen wij geen controleoordeel over deze staat van activa en passiva tot uitdrukking.

Finvision Bedrijfsrevisoren Antwerpen BV
Berchemstadionstraat 76/6 - 2600 Berchem-Antwerpen
Tel +32 3 450 80 60
Info.fvba@finvision.be
www.finvision.be
IBAN BE24 3630 4371 7738 - BIC BBRUBEBB
BTW BE0807.879.643
RPR Antwerpen - afdeling Antwerpen

Conclusie

Op grond van onze beoordeling is niets onder onze aandacht gekomen dat ons ertoe aanzet van mening te zijn dat de bijhorende staat van activa en passiva van Storm CV afgesloten op 31 december 2021 met een balanstotaal van 9.999.371 EUR en met een resultaat van het boekjaar van 408.864 EUR, niet in alle van materieel belang zijnde opzichten, is opgesteld in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel.

Beperking van het gebruik van ons verslag

Dit verslag werd uitsluitend opgemaakt ingevolge artikel 6:115 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen in het kader van de uitgekeerde scheidingsaandelen aan de aandeelhouders ten bedrage van in totaal 9.500,00 EUR en mag niet voor andere doeleinden worden aangewend.

Berchem - Antwerpen, 2 februari 2022

Finvision Bedrijfsrevisoren Antwerpen BV
Commissaris
Vertegenwoordigd door

Karel Nijs
Bedrijfsrevisor erkend door de FSMA
Vennoot

finvision.

VERSLAG AAN DE ALGEMENE VERGADERING VAN VENNOOTSCHAP STORM CV INZAKE DE BEOORDELING VAN DE STAAT VAN ACTIVA EN PASSIVA IN HET KADER VAN DE UITKERING VAN EEN DIVIDEND AAN DE AANDEELHOUDERS - "NETTO-ACTIEFTEST"

Overeenkomstig artikel 6:115 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen brengen wij in onze hoedanigheid van commissaris hierbij aan de algemene vergadering van Storm CV het beoordelingsverslag uit over de staat van activa en passiva afgesloten op 31 maart 2021. Onze opdracht kadert aldus in de voorgenomen besluitvorming tot uitkering aan de aandeelhouders ten bedrage van in totaal 387.470,60 EUR.

Wij hebben de beoordeling uitgevoerd van de hierbij gevoegde staat van activa en passiva per 31 maart 2021 van de vennootschap opgesteld in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel. Dit verslag betreft een regularisatieverslag.

Verantwoordelijkheid van het bestuursorgaan voor het opstellen van de staat van activa en passiva

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen van deze staat van activa en passiva per 31 maart 2021 in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel, alsook voor de naleving van de door artikelen 6:114 en 6:115 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen vereiste voorwaarden.

Verantwoordelijkheid van de commissaris

Onze verantwoordelijkheid bestaat erin een conclusie over de staat van activa en passiva, te formuleren op basis van de door ons uitgevoerde beoordeling. We hebben onze beoordeling uitgevoerd overeenkomstig ISRE 2410, "Beoordeling van tussentijdse financiële informatie, uitgevoerd door de onafhankelijke auditor van de entiteit". Een dergelijke beoordeling bestaat uit het verzoeken om inlichtingen, in hoofdzaak bij de voor financiën en administratieve verantwoordelijke personen, alsmede uit het uitvoeren van cijferanalyses en andere beoordelingswerkzaamheden. De reikwijdte van een beoordeling is aanzienlijk geringer dan die van een overeenkomstig de internationale controlestandaarden (ISA's, International Standards on Auditing) uitgevoerde controle. Om die reden stelt de beoordeling ons niet in staat de zekerheid te verkrijgen dat wij kennis zullen krijgen van alle aangelegenheden van materieel belang die naar aanleiding van een controle mogelijk worden onderkend.

Bijgevolg brengen wij geen controleoordeel over deze staat van activa en passiva tot uitdrukking.

Conclusie

Op grond van onze beoordeling is niets onder onze aandacht gekomen dat ons ertoe aanzet van mening te zijn dat de bijhorende staat van activa en passiva van Storm CV afgesloten op 31 maart 2021 met een balanstotaal van 8.924.199,66 EUR en met een resultaat van het boekjaar van 101.840,96 EUR, niet in alle van materieel belang zijnde opzichten, is opgesteld in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel.

Beperking van het gebruik van ons verslag

Dit verslag werd uitsluitend opgemaakt ingevolge artikel 6:115 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen in het kader van de voorgestelde uitkering aan de aandeelhouders ten bedrage van in totaal 387.470,60 EUR en mag niet voor andere doeleinden worden aangewend.

Berchem-Antwerpen, 30 juni 2021

Finvision Bedrijfsrevisoren Antwerpen BV
Commissaris
Vertegenwoordigd door

Karel Nijs
Bedrijfsrevisor en Revisor erkend door de FSMA
Vennoot

finvision.

VERSLAG AAN DE ALGEMENE VERGADERING VAN VENNOOTSCHAP STORM CV INZAKE DE BEOORDELING VAN DE STAAT VAN ACTIVA EN PASSIVA IN HET KADER VAN DE UITKERING VAN SCHEIDINGSAANDELEN AAN DE AANDEELHOUDERS - "NETTO-ACTIEFTEST"

Overeenkomstig artikel 6:115 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen brengen wij in onze hoedanigheid van commissaris hierbij aan de algemene vergadering van Storm CV het beoordelingsverslag uit over de staat van activa en passiva afgesloten op 31 december 2020. Onze opdracht kadert aldus in de voorgenomen besluitvorming tot uitkering aan de aandeelhouders van de scheidingsaandelen ten bedrage van in totaal 3.000,00 EUR.

Wij hebben de beoordeling uitgevoerd van de hierbij gevoegde staat van activa en passiva per 31 december 2020 van de vennootschap opgesteld in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel. Dit verslag betreft een regularisatieverslag.

Verantwoordelijkheid van het bestuursorgaan voor het opstellen van de staat van activa en passiva

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen van deze staat van activa en passiva per 31 december 2020 in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel, alsook voor de naleving van de door artikelen 6:114 en 6:115 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen vereiste voorwaarden.

Verantwoordelijkheid van de commissaris

Onze verantwoordelijkheid bestaat erin een conclusie over de staat van activa en passiva, te formuleren op basis van de door ons uitgevoerde beoordeling. We hebben onze beoordeling uitgevoerd overeenkomstig ISRE 2410, "Beoordeling van tussentijdse financiële informatie, uitgevoerd door de onafhankelijke auditor van de entiteit". Een dergelijke beoordeling bestaat uit het verzoeken om inlichtingen, in hoofdzaak bij de voor financiën en administratieve verantwoordelijke personen, alsmede uit het uitvoeren van cijferanalyses en andere beoordelingswerkzaamheden. De reikwijdte van een beoordeling is aanzienlijk geringer dan die van een overeenkomstig de internationale controlestandaarden (ISA's, International Standards on Auditing) uitgevoerde controle. Om die reden stelt de beoordeling ons niet in staat de zekerheid te verkrijgen dat wij kennis zullen krijgen van alle aangelegenheden van materieel belang die naar aanleiding van een controle mogelijk worden onderkend.

Bijgevolg brengen wij geen controleoordeel over deze staat van activa en passiva tot uitdrukking.

Conclusie

Op grond van onze beoordeling is niets onder onze aandacht gekomen dat ons ertoe aanzet van mening te zijn dat de bijhorende staat van activa en passiva van Storm CV afgesloten op 31 december 2020 met een balanstotaal van 8.827.918,07 EUR en met een resultaat van het boekjaar van 402.292,57 EUR, niet in alle van materieel belang zijnde opzichten, is opgesteld in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel.

Beperking van het gebruik van ons verslag

Dit verslag werd uitsluitend opgemaakt ingevolge artikel 6:115 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen in het kader van de uitgekeerde scheidingsaandelen aan de aandeelhouders ten bedrage van in totaal 3.000,00 EUR en mag niet voor andere doeleinden worden aangewend.

Antwerpen, 23 april 2021

Finvision Bedrijfsrevisoren Antwerpen BV
Commissaris
Vertegenwoordigd door

Karel Nijs
Bedrijfsrevisor en Revisor erkend door de FSMA
Vennoot